Compte-rendu de la session nationale 2014

Du 26 au 28 septembre à La Turballe (44)

***« Nos pratiques d'accompagnement répondent-elles aux enjeux
et défis d'aujourd'hui ? »***

SOMMAIRE

Pour vous rendre directement à la rubrique qui vous intéresse : Ctrl + clic sur le titre

Avant-propos	3
Programme	4
PRESENTATIONS EN PLÉNIÈRE	5
Introduction à la thématique	5
Prise de parole de Jean-Claude Mas, secrétaire général	5
Prise de parole de Jackie Bosc, conseillère nationale et présidente de la région Languedoc-Roussillon	5
Prise de parole de Yamina Vierge, responsable du Pôle Vie associative	6
Prise de parole de Jean-Claude Mas, secrétaire général	8
Restitution générale des travaux en ateliers	10
Plénière : regards extérieurs sur nos pratiques	13
Pascal Aubert – De la capacité à agir	13
Jacques Faget – Les visages pluriels de l'accès au droit	14
COMPTE-RENDU DÉTAILLÉ DES ATELIERS	16
Thème 1 : Passer de l'individuel au collectif	16
Expérience Cimade : L'accueil collectif dans les permanences à Marseille	16
Expérience ATD Quart Monde : l'exemple des Universités Populaires Quart Monde	18
Restitution des discussions avec la salle (atelier 1A)	19
Expérience Cimade : Retour sur la campagne Une peine. /	20
Restitution des discussions avec la salle (atelier 1B)	21
Thème 2 : Faire avec les personnes étrangères accueillies	22
Expérience Cimade : le projet « 7 femmes citoyennes » par le groupe de Valence	22
Expérience des Amoureux au Ban Public	23
Expérience Cimade : le CADA de Béziers	24
Expérience d'Emmaüs : communauté de Rédéné (29)	25
Restitution des discussions avec la salle (ateliers 2A et 2B)	26
Thème 3 : Diversifier les partenariats	29
Expérience Cimade : partenariats culturels autour du festival migrant scène en région Sud-Ouest	29
Expérience Cimade : les partenariats santé au sein de l'Espace Santé Droit d'Aubervilliers	30
Expérience RESF (Réseau Education sans Frontières)	31
Expérience inter-associative : le réseau RAIL à Lille	33
Restitution des discussions avec la salle (ateliers 3A et 3B)	34
ANNEXES	36
Annexe 1 : Texte intégral de l'intervention de Jacques Faget	36
Annexe 2 : Texte intégral de la présentation « L'accueil collectif dans les permanences à Marseille (Atelier 1A) »	40

Avant-propos

L'évolution de nos pratiques d'accompagnement

C'est l'évolution même des situations de vie des personnes étrangères, de plus en plus difficiles, qui doit nous amener à faire évoluer nos pratiques d'accompagnement, pour être assurés que nous sommes toujours bien positionnés à leurs côtés.

La session nationale 2014 à La Turballe a conforté l'intérêt et la pertinence de cette évolution, en identifiant un certain nombre de leviers sur lesquels s'appuyer : passer de l'individuel au collectif, « faire avec » les personnes étrangères que nous recevons, inventer de nouvelles formes de mobilisation, contribuer à l'autonomisation des personnes, aller à la rencontre des populations immigrées, sortir du tout juridique... Autant de leviers avec en définitive un même horizon, celui de pouvoir créer de nouveaux rapports de force, en insufflant davantage de « politique » et de mobilisation collective.

Ce travail sur nos pratiques d'accompagnement sera mis à l'agenda 2015 des régions et du mouvement, sans rupture et bouleversement immédiats avec nos pratiques d'aujourd'hui, mais avec le souci de pouvoir expérimenter, tenter d'autres approches ici et là, dans le respect du rythme et des moyens de chacun, des régions et groupes locaux.

Une note d'orientation, après validation par le conseil national, sera diffusée début 2015, et pourra servir ainsi d'aide à la réflexion et d'appui à l'expérimentation.

Après cette session nationale 2014 sur les enjeux d'évolution de nos pratiques d'accompagnement, la prochaine session nationale 2015 portera sur le thème de la sensibilisation de l'opinion publique. Elle sera l'occasion de travailler à partir de deux entrées : le partage, l'actualisation et le développement de nos argumentaires en vue notamment de lutter contre les idées fausses et les préjugés ; le partage et la réflexion autour des formes de sensibilisation à mettre en œuvre et à renouveler.

Evolution de nos pratiques d'accompagnement juridique, engagement d'un travail collectif sur la sensibilisation et ses enjeux, La Cimade avance, tâche de s'adapter aux mutations profondes en cours. C'est un défi de chaque jour que l'on ne pourra relever que tous ensemble.

Jean-Claude Mas
Secrétaire général

Programme

Vendredi 26 septembre 2014

14h00-15h00	Café d'accueil et installation des participant.e.s
15h15-15h45	Mot d'accueil et présentation du programme des trois journées
15h45-16h30	Introduction générale à la thématique « Nos pratiques d'accompagnement répondent-elles aux enjeux et défis d'aujourd'hui ? »
16h45-18h45	Première série d'ateliers
19h30	Apéro régional
20h30	Dîner puis initiation à la danse bretonne

Samedi 27 septembre 2014

09h30-10h30	Présentation de la campagne de communication Cimade
10h45-12h45	Deuxième série d'ateliers
13h00-14h30	Déjeuner
14h30-16h00	Table ronde ➤ De la capacité à agir Pascal Aubert, Coordinateur du Collectif « Pouvoir d'agir » ➤ Les visages pluriels de l'accès au droit Jacques Faget, sociologue du droit
16h00-16h45	Restitution des travaux des ateliers
16h45-17h00	Conclusion
17h00-19h00	Temps libre / propositions d'activités diverses
19h30	Dîner et soirée

Dimanche 28 septembre 2014

09h00-09h30	Méditation
9h30-12h00	Actualités de La Cimade
12h00-14h00	Déjeuner et départ des participant.e.s

PRESENTATIONS EN PLÉNIÈRE

Introduction à la thématique

Prise de parole de Jean-Claude Mas, secrétaire général

En préambule, remerciement au groupe préparatoire du thème de cette session : Bernadette Rocher, Jackie Bosc, Maryvonne Le Naour, Yamina Vierge, Sarah Belaisch, Charlotte Sérès et Marie Hénocq.

Le thème de la session a été formulé sous forme de question un peu provocatrice car poser la question de l'adaptation de nos pratiques d'accompagnement revient à supposer que, de façon générale, elles ne répondraient plus ou répondraient insuffisamment aux enjeux et défis d'aujourd'hui. La question est évidemment biaisée car la réponse à cette question ne peut pas être oui ou non.

Cette question est néanmoins incontournable. Car c'est l'évolution même des situations de vie des personnes étrangères, de plus en plus difficiles, qui doit nous obliger à réinterroger régulièrement nos pratiques d'accompagnement, pour savoir si elles sont toujours adaptées, si nous sommes toujours bien positionnés à leurs côtés.

Ce n'est bien sûr pas la première fois que La Cimade se pose la question. Et les pratiques d'accompagnement à La Cimade ne sont pas figées. S'expérimentent depuis toujours, ici et là, de nouvelles manières d'accompagner et d'exercer une solidarité active avec les personnes étrangères. Cette session sera une occasion de plus de mettre en lumière certaines de ces expérimentations.

Mais ce qui change aujourd'hui et que nous avons voulu pointer à travers l'organisation de cette session sur ce thème, est que le contexte actuel de difficultés est tel (politiques publiques, climat social, situations des personnes étrangères), que nous devons probablement changer de braquet et réinterroger encore plus en profondeur nos pratiques d'accompagnement. Peut-être devons-nous aller même au-delà des expérimentations isolées, et engager des évolutions plus générales de nos pratiques ? C'est en tout cas une question que je pose, que je nous pose.

Pour installer un peu le thème de cette session, je vous propose que l'on évoque : avec Jackie, les constats qui nous feraient dire aujourd'hui que nous devons bouger, que cette question de l'adaptation de nos pratiques d'accompagnement se pose peut-être avec plus d'acuité ; avec Yamina, un rappel historique pour témoigner de l'évolution de nos pratiques d'accompagnement et mettre en perspective nos pratiques d'aujourd'hui, la session 2014 s'inscrivant bien dans un continuum de réflexions et d'expériences passées ; avant qu'en conclusion je rappelle les objectifs attendus de cette session.

Prise de parole de Jackie Bosc, conseillère nationale et présidente de la région Languedoc-Roussillon

Des constats de terrain maintes fois mis en avant lors des débats, des réunions, qui ne sont pas nouveaux mais qui prennent de plus en plus d'importance et d'interrogation dans le travail journalier de La Cimade.

- **Les permanences juridiques, « notre pain quotidien »**

Nul doute, nous sommes tous formés à « l'expertise juridique » pour faire un bon usage du droit mais cette spécificité de connaissance et d'application des textes ne se révèle plus satisfaisante et opérationnelle. Les ouvertures de permanences se multiplient, les files d'attente s'allongent, même à La Cimade, face aux situations complexes, aux récits de souffrances et d'errance, aux aspirations de réponses immédiates sur des besoins fondamentaux non satisfaits (besoin de manger, de dormir, de savoir ou passer la nuit, de ce que demain sera fait.....). Notre réponse technique touche à ses

limites, nous laisse sur « notre faim » et engendre parmi les équipes frustration, désarroi et parfois de la colère (même les manifestations collectives, les pétitions, la presse, l'opinion publique sont rarement couronnées de succès).

- **Un droit des « étrangers » qui se révèle une mise à l'écart**

Circulaires, lois, textes (même ceux de régularisation) se durcissent, ne répondent pas aux attentes du droit d'asile, du séjour, de vivre en famille, de se soigner, de bénéficier de protection. Nous les lisons, étudions, interprétons, faisons des formations et finissons par les habiter et nous y habituer. Ils veulent nous faire croire à la reconnaissance d'un statut avec la possible délivrance de titres qui ne sont plus que provisoires et éphémères, mais au bout du compte mettent l'étranger à l'écart et le placent dans une situation d'assistance et de relégation. Ce qui fait l'étranger, c'est le lieu, le territoire : les bidonvilles, les squats, les banlieues ou centres villes « ghettos », les camps, les centres d'enfermements..., lieux circonscrits concédés à des gens dont la société ne veut pas, des gens confinés à l'EXception (EX = au dehors).

- **Une image de l'étranger porteuse de dangers et perçu comme un envahisseur**

Des gouvernements ou des partis qui invoquent l'échec de l'intégration, qui exacerbent la xénophobie, qui érigent des murs anti-migratoires, qui stigmatisent les personnes de culture rom, les Turcs, les Africains..., les Musulmans, l'Islam..., bref une atmosphère lourde, un air empoisonné qui contaminent nos esprits. Une mise en avant du tout sécuritaire pour faire croire qu'une crise économique peut se résoudre en désignant l'étranger comme bouc-émissaire et en faisant des migrants et des réfugiés des « hors-la-loi » et des « hors-les-lois ». Ces idées nauséabondes propagent au sein des populations la peur, le repli, la division et les font basculer dans une obsession malade de « l'étranger envahisseur ». Quelle image ces étrangers, ces migrants, bien souvent nos voisins, nous renvoient de nous-mêmes ? Comment ils nous rappellent, « Nous », personnes, communautés, associations, Cimade, qu'ils ne pourront se construire qu'avec des droits fondamentaux reconnus mais aussi des liens, des rencontres, du faire en commun. Une Utopie, un rêve, un défi...

Prise de parole de Yamina Vierge, responsable du Pôle Vie associative

La Cimade a su, au fil de son histoire adapter ses pratiques au contexte, inventer de nouvelles stratégies pour répondre aux besoins des personnes qu'elle accompagne et défend, pour manifester une solidarité active.

Ainsi, l'action juridique n'a pas toujours été le mode d'action privilégié. Jean-Paul Nunez nous l'a souvent rappelé ; le virage juridique s'est confirmé au début des années 90. Jusqu'à une hyper spécialisation de notre association dans ce domaine. Il s'agissait alors d'une stratégie développée pour répondre au contexte. Pour répondre aux attaques et restrictions qui s'abattent sur les migrants et les demandeurs d'asile. La Cimade armée du droit, remet en cause, tente d'élargir, d'ouvrir des brèches dans les interstices laissés par les lois. Cette stratégie permet d'emporter des victoires, certes. Mais la riposte ne se fait pas attendre ; les fuites sont prestement colmatées par le législateur..., nous ouvrons d'autres brèches et devenons encore plus compétents, plus spécialisés. De cette spécialisation juridique, naissent des formes de pratiques en matière d'accueil, d'écoute, d'organisation de nos activités. Elles sont souvent plus individuelles - accompagnement individuel, entretien confidentiels, et il n'est pas toujours simple d'introduire une dose de collectif. En effet la priorité de chacune et chacun est d'aller au plus pressé, au plus efficace. Le temps passé ensemble à partager, échanger, réfléchir est parfois négligé, ne constitue pas une priorité. Mais, les évolutions juridiques incessantes, sociales, politiques et économiques sont de plus en plus rapides et brutales pour les plus faibles.

Et nous faisons souvent le constat de notre impuissance, comme l'a rappelé Jackie. Nous pensons qu'ensemble, collectivement, nous sommes sans doute plus forts pour faire face à l'adversité. Cela nous oblige à interroger nos pratiques à nouveau et régulièrement.

Pourtant, si nous jetons un regard dans le rétroviseur, l'action de solidarité ne s'est jamais totalement inscrite dans la seule activité de permanence et d'accueil individuel du tout juridique.

La Cimade a toujours participé ou mené, avec plus ou moins d'intensité, des actions collectives :

- **des conflits durs** comme les occupations de Saint-Bernard et Cachan, la grève de la faim des algériens parents d'enfants français, celle des Kurdes déboutés du droit d'asile, celles de victimes de la double peine, les grèves des travailleurs et travailleuses sans papier...
- **elle a suscité et soutenu des initiatives collectives** comme la constitution des collectifs des Amoureux au Ban Public, le comité contre la double peine et la campagne nationale une peine./ dont Bernard Bolze va nous parler dans un des ateliers. Les collectifs de Chibanis – ces migrants retraités et mal traités...
- **elle a mis en œuvre des actions avec les personnes étrangères**, souvent pour leur donner la parole. Il s'agissait de construire ensemble des espaces de visibilité (ex du partenariat du service formation avec le Théâtre du soleil / recueil de témoignages écrits, audiovisuels – Site Oasis) et bien d'autres initiatives dans les régions autour du festival Migrant'scène ou dans le cadre de nos actions de sensibilisation.

Passer de l'individuel au collectif, c'est un savoir-faire de La Cimade mais qui n'a peut-être pas assez été partagé et transmis au sein de notre association.

Néanmoins, La Cimade est un lieu de débats, de remise en question et la réflexion sur l'évolution de nos pratiques est engagée. Cette réflexion a été au cœur du travail d'élaboration du projet de La Cimade entre 2010 et 2012. Ce projet adopte quatre grandes orientations et la première porte sur nos actions. **En particulier, construire un accompagnement global.** C'est-à-dire que *Les membres de la Cimade considèrent nécessaire de développer un accompagnement plus global et dans la durée, qui réponde mieux aux situations des personnes accompagnées et donne plus de sens et d'efficacité aux activités aux côtés des migrants.*

La session de Lille en septembre 2011 a été l'occasion d'une nouvelle lecture de ces orientations à partir de nos pratiques de terrain et des actions engagées par les militants, dans les groupes, les régions et au niveau national. Cette session posait comme exigence de penser nos actions en interrogeant régulièrement leur sens. **La synthèse des travaux précise que si nous devons réfléchir à l'accompagnement global des migrants, aux réponses juridiques, sociales, humaines, nous devons également nous interroger sur la démocratie associative, la place des différents acteurs et la capacité de réponses collectives.**

Depuis la session de Lille, des évolutions de nos pratiques ou de nouvelles pratiques sont à l'œuvre et, pendant les ateliers, vous aurez l'occasion d'échanger sur vos diverses initiatives, vos expériences et de partager les interrogations qui sont les vôtres. Ces pratiques portent souvent l'exigence d'être au plus près des besoins des personnes, mais aussi de faire avec elles et, en tous cas, de les associer. Elles intègrent aussi désormais le temps d'une réflexion partagée et d'une interrogation sur le sens que l'on souhaite leur donner. Bref, cette session est donc une étape importante dans le processus d'évolution de nos pratiques et dans la mise en œuvre du projet de La Cimade que nous avons élaboré collectivement et adopté en 2012. Enfin, elle est dans la continuité de l'histoire de La Cimade en ce qu'elle confirme cette capacité à évoluer et se renouveler pour répondre au contexte et souhaitons-le, nous permettre de faire face aux défis d'aujourd'hui.

Prise de parole de Jean-Claude Mas, secrétaire général

Les objectifs poursuivis

Cette session s'inscrit donc bien dans la suite des enseignements rappelés par Yamina. Les travaux de cette session vont constituer une étape de plus, dans notre cheminement collectif, et je l'espère une étape importante parce que le moment est important. Pas d'évolution brutale mais une construction, en mode dynamique, pour franchir un cap et créer de nouveaux rapports de force, face à certaines des impasses que nous rencontrons aujourd'hui dans notre accompagnement des personnes étrangères.

Pour ce, nous proposons d'organiser notre réflexion et nos échanges autour de trois leviers qui nous semblent majeurs : passer de l'individuel au collectif, faire avec les personnes étrangères accueillies, et diversifier nos partenariats. Avec en définitive une finalité : pouvoir réinsuffler dans nos espaces et lieux d'intervention du « politique » et de la mobilisation collective, pour renforcer le poids et l'impact de nos propositions alternatives. Pour essayer de peser davantage en termes de changement et de transformation sociale.

Cet appel à l'évolution de nos pratiques, via notamment ces différents leviers, qui je le rappelle, sont ou ont déjà été expérimentés à La Cimade, peut et doit aussi nous permettre de sortir de certains risques ou dérives : le risque de l'institutionnalisation de nos pratiques pouvant conduire à une forme de neutralisation de nos actions, le risque de se substituer in fine aux personnes directement concernées ou de les instrumentaliser, le risque enfin de l'essoufflement de nos forces...

Les leviers de réflexion proposés

Il appartiendra aux ateliers de nous éclairer sur les différents leviers proposés. Je ne vais pas commencer les discussions ici, mais ne vais faire que reprendre quelques éléments de présentation et de signification de ces derniers.

- *Passer de l'individuel au collectif* (en complémentarité de nos actions de suivi individuel) pour : offrir des espaces collectifs d'échanges, d'actions et de mobilisation, travailler à une mutualisation des situations accompagnées et des actions. Face aux impasses de la réponse juridique individuelle, agir collectivement pourrait être plus efficace pour faire bouger « les lignes » et éviter l'atomisation des problèmes.
- *Faire avec les personnes étrangères accueillies* : le « faire avec » ou le « faire ensemble » n'est pas absent à La Cimade, mais s'inscrit plutôt dans le cadre d'actions de sensibilisation via un appel au témoignage et à la parole des personnes migrantes. Ce « faire avec » est beaucoup moins prégnant dans nos démarches d'accueil et d'accompagnement, même si plusieurs expériences existent et ont commencé à être partagées. Comment permettre aux personnes étrangères qui le souhaiteraient d'aller plus loin ? Comment leur faire une place au sein de La Cimade ? Comment entendre, comprendre leurs paroles et permettre qu'elles soient entendues dans notre fonctionnement Cimade.
- *Diversifier de nouveaux partenariats* : la tendance naturelle est de nouer et rechercher des partenariats avec des acteurs qui nous ressemblent, agissant dans les mêmes champs et selon les mêmes démarches. Comment, notamment, diversifier nos partenariats pour répondre à la complexité des situations vécues et aux enjeux de mobilisation collective et citoyenne d'aujourd'hui ?

Ces leviers réinterrogent d'autres leviers et d'autres approches qui je l'espère feront également partie de notre réflexion de ces deux jours :

- *Aller à la rencontre des populations immigrées*. N'aurions-nous pas intérêt à aller aussi à la rencontre des personnes dans leurs lieux de vie pour mieux connaître leurs réalités, échanger, inventer de nouvelles formes d'accompagnement et de défense des droits ?

- *Contribuer à l'autonomisation des personnes.* Même si les situations sont complexes, l'un de nos enjeux devrait être de permettre aux personnes accompagnées de pouvoir « retrouver » une place d'acteur dans la résolution de leurs problèmes et la recherche des solutions les plus adaptées. Comment y contribuer ?
- *Sortir du tout juridique.* La réponse juridique sur dossier est-elle aujourd'hui suffisante ? Les situations n'impliquent-elles pas de porter aussi le fer sur la scène sociale et politique pour faire valoir d'autres approches, et faire évoluer le droit existant ?
- *Inventer de nouvelles formes de mobilisation.* En complément de nos modes d'intervention habituels, n'y aurait-il pas intérêt à engager d'autres formes d'action qui puissent mobiliser davantage et contribuer, par leur inventivité et leur impact, à créer des rapports de force politiques plus favorables, à susciter le débat public et le réveil de l'opinion silencieuse ? Quel sens pourraient avoir ces actions dites « coups de poing » dans La Cimade d'aujourd'hui et comment pourraient-elles s'intégrer dans nos pratiques ?

Les modes d'organisation de nos travaux

- Entrer assez vite dans l'exploration du thème par la tenue d'ateliers dès le vendredi, plutôt que de réserver cette première demi-journée à des interventions académiques. Cela aura notamment pour avantage de casser la routine d'organisation et contribuer à une interconnaissance plus rapide des participants (dès le premier jour) en les amenant à travailler en groupe.
- Organiser des ateliers plus longs pour prendre le temps d'échanger et approfondir la réflexion.
- Associer autant que possible les intervenants extérieurs (notamment les universitaires) à l'ensemble de nos travaux de session pour qu'ils puissent s'imprégner des pratiques et réflexions avant de nous faire part de leurs propres apports et analyses.
- Reprendre le principe (déjà expérimenté), pour les ateliers, d'amorcer le travail de réflexion et d'échanges à partir de la présentation et la valorisation d'une expérience extérieure et d'une expérience Cimade (binôme).

Les attentes de cette journée et demie de travaux

- Définir le sens et les enjeux pour La Cimade à engager ou développer des démarches autour des leviers proposés
- Identifier les conditions requises pour que ces types de démarches puissent fonctionner, se renforcer ou se développer à La Cimade

Je rappelle que nous ne sommes pas dans une évolution brutale qui ferait que tout devrait changer dès lundi. Plutôt dans une construction, un cheminement collectif pour nous situer le mieux possible vis-à-vis des finalités que nous poursuivons aux côtés des personnes étrangères.

Restitution générale des travaux en ateliers

Présentée par Sarah Belaisch, responsable des commissions et actions nationales, et Laurence Fabart, membre du conseil régional Ile-de-France – Champagne Ardennes.

Synthèse des trois thèmes d'ateliers (le passage de l'individuel au collectif, faire avec les personnes accueillies et diversifier les partenariats) portant sur les enjeux et le sens de ces pratiques, sur les conditions pour que cela fonctionne et les évolutions que cela nécessite à La Cimade.

Enjeux d'une évolution de nos pratiques d'accompagnement

Changer notre regard sur les migrants et faire avec eux

Partir de l'idée que les personnes accueillies peuvent nous apporter quelque chose. Pour cela il faut créer des échanges égalitaires dans nos permanences pour réduire le fossé entre sachants et apprenants.

Il n'y a plus de hiérarchie, tout le monde est dans la même position.

Redonner de la fierté d'être, une identité positive, donner de la force aux gens.

Donner envie à la personne accueillie de participer à quelque chose. Elle devient actrice de son destin.

Ne pas parler à la place des migrants

C'est le corollaire du point précédent.

Qui parle mieux de la situation que les personnes elles-mêmes ? (expérience de Marseille ou d'ATD est éclairante).

Mais attention à ne pas instrumentaliser leur parole.

Ceci donnera plus de poids et de légitimité à notre parole.

Remettre en question nos pratiques actuelles dans nos permanences

Il faut développer un regard critique sur notre action car nous avons tous le nez dans le guidon. Chacun est dans une case et ne fait pas forcément le lien avec d'autres activités de La Cimade. Les bénévoles se sentent souvent isolés dans leur permanence.

Partir de l'individuel pour arriver au collectif tout en tenant les deux bouts de la chaîne de l'individuel et du collectif. Une mise en garde : ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain.

Présenter La Cimade autrement

La Cimade doit être un lieu de partage et de solidarité et non pas un guichet « juridique ». Il nous faut sortir de la seule logique d'expertise juridique.

L'enjeu, c'est de faire venir de nouveaux bénévoles que le tout juridique rebute. Il nous faut donc changer notre langage militant et juridique. Il nous faut produire un autre langage.

Diversifier nos partenariats

Identifier de nouveaux partenaires pour avoir une réponse plus globale et cohérente aux problèmes rencontrés par les migrants (RAIL de Lille sur l'hébergement).

Aller vers des partenaires qui ne sont pas forcément du secteur associatif et qui peuvent être sur d'autres thématiques que les nôtres. Cela permet de se décaler par rapport à notre référentiel habituel et d'avoir de nouveaux modes d'action.

Faire évoluer nos pratiques à partir de celles de nos partenaires ou de celles de nouveaux partenaires.

Cela nous permettra d'avoir souvent plus de poids par rapport aux institutions.

S'ouvrir davantage à la société civile

Sortir de nos espaces fermés telles que permanences, CADA et autres pour aller vers les lieux de vie.

L'enjeu est de toucher le plus grand nombre possible de personnes (c'est l'enjeu par exemple de Migrant'scène).

Il nous faut aller à la recherche de ceux qui sont absents et qui ont quelque chose à dire.

Conditions et évolutions nécessaires pour que ces pratiques d'accompagnement soient mises en œuvre ou développées

Créer des espaces de parole, de partage, de convivialité

Créer des espaces pour renforcer les liens, pour que les personnes puissent s'exprimer sans avoir d'étiquette.

Réunir les gens, leur permettre de se rencontrer, de sortir de leur isolement.

Des espaces de convivialité où les personnes se sentent accueillies et où chacun prend du plaisir.

Renforcer le travail d'équipe, les débriefings, la circulation des personnes et des savoirs.
Faire un état des lieux de l'existant, mutualiser, échanger entre régions

Valoriser les histoires des personnes que l'on reçoit

Il faut mettre en valeur les témoignages, tout le monde peut témoigner de ce qu'il vit
Il y a forcément des gens qui ont des choses à raconter : à se raconter entre eux mais aussi témoigner.
Créer un espace de parole pour des personnes qui sont dans l'invisibilité.
Mettre les gens devant, leur donner la parole.

Etre à l'écoute des personnes

Etre à l'écoute des besoins des personnes étrangères.
Ne pas intégrer les personnes étrangères dans nos activités mais laisser aux personnes la possibilité d'exprimer leur besoin, partir des préoccupations des personnes.
Elaboration du thème : il doit devenir évident car il doit répondre à un besoin.
Etre en alerte sur des choses qui peuvent engager des actions collectives.
Etre à l'écoute des compétences des personnes, savoir les déceler. Discuter avec les personnes pour voir ce qu'ils peuvent faire, être ouvert.
Interroger les personnes, vous voulez faire quoi ? Qu'est-ce que tu veux faire ? De quoi as-tu envie ? (bénévoles et étrangers).

Sortir des catégorisations, décroisonner

Tendance à catégoriser les gens.
Des migrants qui étaient dans une démarche d'aide deviennent adhérents et peuvent devenir bénévoles.
En interne, chacun est dans une case avec pas forcément de liens entre les différentes activités.
Décroisonner et renforcer le lien entre le local et la national.

Repenser nos relations

Changer notre regard sur les migrants, ne pas être dans une relation de celui qui sait et celui qui ne sait pas.
Je peux apporter à la personne grâce à mon expertise et la personne peut elle aussi m'apporter des choses, m'apprendre des choses.
Rééquilibrer les relations pour être dans une démarche de solidarité.

Réfléchir à la façon dont on associe les gens et à quel moment

Il faut arrêter de parler au nom des étrangers.
Intégrer les personnes dès la réflexion sur les actions.
Différence entre faire avec les personnes et faire réfléchir les personnes aux actions qu'elles vont mettre en œuvre.
Décider avec les personnes étrangères des adaptations de nos pratiques.

Prendre le temps et prendre du recul

Se retirer de l'urgence, sortir la tête de l'eau pour s'interroger sur nos objectifs. Ne pas réfléchir qu'aux outils et moyens mais aussi aux buts poursuivis.
Il faut prendre du temps pour réfléchir en termes de projet politique, sur ce que l'on veut faire et pourquoi on le fait.
L'action collective demande du temps pour être construite et mise en œuvre. Il faut persévérer, même si au début cela ne paye pas, même s'il y a des difficultés.
Le partenariat doit s'installer dans le temps, c'est long à mettre en place, à exister.
Avec beaucoup de partenaires, on travaille dans l'urgence et on ne prend pas le temps de questionner le cadre.

Faire des choix

Importance de l'humilité, d'accepter nos propres limites : faire moins sur certains terrains et éventuellement supprimer des activités.
On doit tous faire des choix et les assumer. Difficile car en plus du juridique et de l'accompagnement individuel, pas la place.
Accepter qu'on n'est pas les seuls, que d'autres ont aussi des réponses.

En termes de partenariats, évaluer nos partenariats et éventuellement en sortir. Ne pas trop s'éparpiller. Risque de trop vouloir diversifier, il faut mettre en place des priorités.

Prendre des risques

Etre prêt à se remettre en question.

Faire un effort supplémentaire car le plus simple pour nous comme pour les étrangers serait de rester dans la logique d'expertise juridique et de les laisser dans un comportement de consommateur. C'est sécurisant pour nous et pour les étrangers.

Comment on dépasse les résistances internes ?

Pas toujours le temps, donc accepter de déléguer, que cela ne soit pas centralisé.

Accepter de perdre la maîtrise.

Prendre le risque que cela aille moins vite ou différemment quand on les associe.

Mais, en même temps, garder son identité et sa spécificité par rapport à l'autre partenaire, rester dans des méthodes compatibles avec les nôtres.

Etre rigoureux, s'organiser

En matière de partenariat, clarifier les responsabilités des uns et des autres en termes d'action mais aussi de financement.

Clarifier le cadre dès le départ, qui fait quoi, qui est responsable de quoi, qui coordonne ? Enjeu de visibilité de chaque structure.

Le sujet doit être bien défini entre les deux partenaires.

Savoir ce que l'on a à faire ensemble, ce que l'on a à partager, quel est le socle commun de valeurs.

Pouvoir élaborer ensemble des modes de travail qui nous conviennent à tous, apprendre à se connaître, décider ce que l'on fait ensemble et ce que l'on ne fait pas ensemble.

Nécessité de définir dès le début les objectifs et les indicateurs pour évaluer si on a réussi ou pas.

Présenter autrement La Cimade

On « parle mal » de La Cimade aux étrangers et aux nouveaux, on les conforte dans l'idée que La Cimade fait principalement du droit. Leur dire que nous ne sommes pas un guichet de préfecture, que nous sommes militants, que nous avons beaucoup de choses à leur offrir en dehors d'un soutien juridique.

Rappeler à nos partenaires que l'on ne fait pas que du droit pour que les personnes réorientées chez nous ne viennent pas qu'avec cette demande.

Se présenter autrement que comme une permanence juridique permet aussi de susciter de nouvelles vocations bénévoles.

Réfléchir à la notion de partenariats

Se mettre d'accord sur une définition commune du partenariat, une vision commune car chacun a une vision différente, il n'y a pas d'accords entre nous.

Besoin de mener un travail pour définir un partenariat, comment on peut le mener, conseils pratiques (qu'est-ce que l'on va faire ensemble, comment on va évaluer, quelle est la responsabilité de chacun). Partager sur les fondamentaux.

Mobiliser des moyens

Il faut mettre des moyens : humain, financier, temps.

Cela peut aussi faire gagner du temps.

Besoin d'une formation à l'écoute pour les bénévoles.

Formations à l'accueil collectif car c'est une façon de prendre soin des bénévoles et des étrangers.

Il ne suffit pas de faire des formations, il faut croire que c'est important de travailler ensemble et de le faire.

Plénière : regards extérieurs sur nos pratiques

Intervenants : *Pascal Aubert du collectif Pouvoir d'agir,*
Jacques Faget, professeur de droit à Sciences Po Bordeaux

Animation : Geneviève Domenach-Chich

Pascal Aubert – De la capacité à agir

Le collectif Pouvoir d'agir est né du constat d'échec de la politique de la ville. Face au constat d'essoufflement de tout ce qui fait la politique de la ville (construction de projets, démarches participatives,...), les acteurs associatifs et professionnels, qui travaillaient en particulier dans les territoires les plus en difficulté, ont vu l'existence, en dehors des réseaux et des institutions traditionnels, de myriades de micro-initiatives pour remettre en route la mobilisation et l'action collective.

Les tensions existent sur nos capacités à agir dans cette période de mutations, mais le ferment d'un nouvel engagement sur les mêmes finalités existe dans cette myriade. Les centres sociaux prennent ainsi conscience de la nécessité de se renouveler pour ne pas tomber eux-mêmes dans la caricature de ceux qu'ils critiquent. Le piège de l'intégration dans des dispositifs publics liés à des commandes publiques sur action, sur projet, a saucissonné nos actions, individualisé le traitement de personnes en difficulté. La professionnalisation de nos métiers, nécessaire mais jusqu'à un certain point, a entraîné vers le bas tout le militantisme, le bénévolat. Cette professionnalisation peut être très technicienne et elle se fait au détriment de la motivation de départ. Cela s'est vu dans les centres sociaux, les missions locales, chez les éducateurs de prévention spécialisés.

On voit apparaître des expériences nouvelles. Leur point commun est d'aller vers les gens, d'aller chercher ceux qui sont le plus loin. Une des conditions de ces actions est que les gens se regroupent pour se donner la capacité d'être entendus.

Il y a une série d'invariants :

- partir des préoccupations des gens dont on parle,
- leur laisser de la place et du pouvoir dans la manière dont on monte les projets,
- accepter de bouger son projet, au fur et à mesure de sa construction collective,
- impliquer les gens,
- encourager.

Cette démarche oblige à revisiter l'ensemble de la manière dont on fonctionne.

Pour La Cimade, cela peut se traduire par injecter un autre type de relation, revoir la place des permanences, aller chercher les gens qui ne viennent pas aux permanences pour fabriquer d'autres types d'action... Les militants qui ont envie de soutenir des actions collectives n'ont pas forcément le même profil que ceux qui sont dans des permanences juridiques. Il y a des enjeux de savoir-faire : animer des groupes, faire de la production collective...

Dans la manière d'animer le projet politique de l'association, dans un monde qui change à toute vitesse, nous avons le devoir d'accélérer la prise de responsabilité par les jeunes.

La question du décloisonnement, d'alliance entre réseaux qui ne sont pas dans le même domaine, pour se mettre d'accord, pour se soutenir dans des campagnes respectives est aussi un enjeu d'adaptation.

Peut-on ouvrir ces réflexions aux personnes qu'on accueille ? Les permanences juridiques peuvent être le point d'entrée pour faire le pas de discuter avec ces populations. C'est le pari de l'intelligence des gens en direction desquels ont fait des choses. Il faut une mise en débat avec les gens eux-mêmes.

Il y a le paramètre important des sans-papiers, mais la meilleure garantie pour ne pas partir sur des choses irréalistes ou qui mettent en danger c'est de faire avec les gens. Une partie des sans-papiers se régularise : c'est une frange avec qui on a eu des contacts et qui peut être une ressource collective d'appui à ceux qui sont encore dans la difficulté.

Jacques Faget – Les visages pluriels de l'accès au droit

(Lire l'intégralité de l'intervention en annexe)

Après avoir présenté ce qu'il est et ce qu'il fait, Jacques Faget a proposé une analyse de notre mouvement à partir de six axes. Sa présentation est semblable à celle d'un audit. Il s'est appuyé sur l'observation de permanences, sur des entretiens faits après les permanences, et sur la participation à des ateliers de la session 2014.

Axe social politique

La Cimade a investi le champ politique : de prestataire de service (amortisseur social, financée pour ça), de « sous-traitante pour la préfecture donc instrumentalisée par le pouvoir public », elle prend sa revanche en faisant de plus en plus de la politique, en utilisant trois leviers, nommés selon un jargon anglo-saxon :

- Loyalty : les textes existent mais ne sont pas appliqués,
- Voice (ou plaidoyer) : on demande des droits et on juridicise des espaces de non droit,
- Exit : peu de médiation. Le mode de régularisation des conflits se trouve en dehors des modes institutionnels et dominants.

Par ailleurs, la question des politiques migratoires se situe au niveau européen : il faut monter quelque chose de plus fort auprès des institutions européennes en rassemblant les associations européennes, qui semblent plus ouvertes que le gouvernement français.

Axe sectoriel, partenariat

Axe capital en matière d'accueil et d'accompagnement des étrangers, situations complexes. Nul ne peut les traiter sans avoir recours au partenariat.

Sur le terrain, il existe une offre pléthorique de lieux d'accès aux droits généralistes et pour les étrangers. Illisibles, redondants. Pas de concertation suffisante en la matière. Il faut donner plus de cohérence à tous ces lieux, en cherchant des spécificités, ou des double-emplois pour optimiser l'offre faite aux étrangers.

Axe juridique, pluridisciplinaire

Pratique traditionnaliste - question réponse -. Les autres expériences sociales et humaines ne sont pas valorisées mais homogénéisées autour du juridique, alors que la moitié des demandes ne sont pas juridiques, elles sont autres.

Ressemblance des méthodes d'accueil et d'écoute :

- le rite d'accueil (individuel ou collectif) : remplissage d'une fiche dès le démarrage de l'entretien qui ne permet pas de développer une relation personnelle avec quelqu'un. Pourtant il faut remettre de l'humain dans les situations difficiles rencontrées.
- les formations : 80% de nature juridique. Or la demande n'est pas que juridique. Il faut explorer tous les champs possibles de la formation pour ne pas être spécialisé en droit qui nous enferme dans une logique restrictive de question-réponse.

Axe de l'information, du repérage des besoins

Bon résultat car La Cimade va en rétention, en prison, dans des lieux de captivité où les gens sont dépendants de l'institution.

Il faut aller dans les lieux où se trouvent les plus démunis, dans les squats..., et pas seulement dans des lieux plutôt huppés. Il existe plein de gens qu'on ne voit pas dans les permanences.

Prise en charge des individus contre l'accès à l'autonomie

Attention à l'envie de « faire à la place de » la personne, alors qu'il faut faire avec la personne. Les étrangers totalement assistés dans leurs démarches perdront confiance en La Cimade, car on respecte moins celui qui assiste.

Par ailleurs, s'il n'y a pas beaucoup d'étrangers qui participent à la vie de l'association, c'est aussi que psychologiquement la rupture leur permet de s'émanciper, ce n'est pas forcément un signe à interpréter négativement.

Axe individuel/collectif

Les consultations observées se sont limitées à de l'individuel. Il est alors difficile de les amener à un accès à la citoyenneté, c'est-à-dire par la réciprocité. Il faudrait les inscrire dans des logiques collectives. Ces ressources existent à La Cimade, il faut se copier les uns les autres car des choses formidables se font (Alsace Lorraine, Massy, Paris...).

Nous vivons dans une société postmoderne instable et fluide avec une mobilité d'images, de capitaux, de conflits, de dérèglements climatiques, et des hordes d'individus paumés à travers l'espace. Le rapport au temps et à l'espace est transformé. Nous vivons une révolution fondamentale de notre monde : il faut réinventer d'autres modalités de soutenir les individus en difficulté.

COMPTE-RENDU DÉTAILLÉ DES ATELIERS

Thème 1 : Passer de l'individuel au collectif

Notre pratique repose essentiellement sur le conseil et l'accompagnement individuel. Aujourd'hui d'autres pratiques sont à l'œuvre. Elles visent à mutualiser les situations, à offrir des espaces collectifs d'échanges, d'actions et de mobilisation. Face aux impasses de la réponse juridique individuelle, agir collectivement pourrait être plus efficace pour faire bouger « les lignes » et éviter l'atomisation des problèmes. Comment mettre en œuvre ce passage de l'individuel au collectif ?

Expérience Cimade : L'accueil collectif dans les permanences à Marseille

(Lire l'intégralité de la présentation en annexe)

A partir de 2006, au moment du durcissement des lois et des difficultés à obtenir des régularisations, La Cimade Marseille, lors de plusieurs réunions avec La Cimade Languedoc-Roussillon, s'est interrogée sur l'inefficacité des réponses apportées lors des permanences « traditionnelles » et sur la nécessité de penser notre action militante autrement. A Marseille, nous avons alors commencé à informer collectivement les personnes présentes sur ce qu'est La Cimade et sur certains points juridiques. Puis vers 2009-2010 nous nous sommes tournés vers un autre type de débats favorisant la sortie de l'individualisme pour une réflexion plus politique et sociétale.

Organisation pratique

Chaque lundi, des personnes de l'équipe sont chargées spécifiquement de ce temps collectif : inscription des personnes accueillies, animation, prise de notes, clarification de certains points juridiques ou d'histoire de La Cimade...

Thèmes abordés

- Présentation de La Cimade, en partant de ce que les personnes en connaissent
- Discussion autour de sujets variés, en partant de supports : affiches de La Cimade, de RESF, poèmes, rapport de La Cimade sur les migrants au Maroc, brochure de La Cimade sur les préjugés, documents distribués lors des « Cercles de silence », articles de journaux... ou d'événements : expulsion des personnes de culture rome, noyade d'un jeune Guinéen, naufrages de Comoriens...

Ces débats permettent de voir comment les migrants eux-mêmes apportent des éléments d'analyse pour passer d'une dimension individuelle de l'exil à une dimension collective, de prendre conscience que l'acte posé a des répercussions non seulement individuelles ou familiales mais aussi politiques, tant pour les pays de départ que pour les pays d'accueil. Des éléments de compréhension sont apportés, en particulier la dimension historique et internationale de l'immigration.

Implication pour l'équipe de cet accueil collectif

- Affirmer le choix de nos solidarités et d'une parole à égalité
- Choix d'un thème pouvant être abordé, avec support éventuel tout en sachant que le débat portera peut-être sur d'autres propositions émanant du groupe
- Nécessité d'une présence de plusieurs personnes de l'équipe, pendant le temps collectif puis après la permanence (retour sur climat dans la salle d'attente et situations individuelles, auto-formation)
- Nécessité que le sens de notre démarche soit clair pour chacun, pour pouvoir l'explicitier au groupe
- Être attentif aux participants pour voir si certains ne peuvent supporter l'attente (malades, femmes avec enfants...)
- Rester toujours à l'écoute, leur laisser la parole, savoir se taire pour les écouter, laisser les personnes s'interpeller entre elles, se questionner, sans vouloir toujours intervenir
- Accepter les paroles dérangeantes et les points de vue divergents
- Capacité de prendre en note les paroles prononcées, d'en faire retour au groupe, et de les taper pour que l'équipe les garde en mémoire (reprise des propos dans des interventions ou documents)

Implication pour les personnes accueillies

- Surprise face à cette forme d'accueil collectif et convivial
- Attente, ne pas être reçu dans l'immédiat
- Elargissement de leurs préoccupations personnelles
- Sortie de l'isolement
- Rencontre d'autres nationalités, d'hommes, de femmes, d'étudiants, de travailleurs, de français, d'étrangers en situation régulière ou sans papiers, situation rare dans la vie courante
- Retour des participants : nous disent combien cela leur a fait du bien, nous remercient de cet accueil, reviennent parfois pour le temps collectif, sans demander à être reçus individuellement.
- Des travailleurs sociaux ou des partenaires, accompagnant des étrangers, sont intéressés par ce temps de partage et ne demandent pas à être reçus en priorité.

Impact sur le climat des permanences

- Groupe paisible tout au long de l'attente et de la permanence, ce qui permet à l'équipe juridique un accueil dans de bonnes conditions.
- Apaisement des tensions du fait des échanges
- Diminution du nombre de personnes à recevoir individuellement : l'équipe d'accueil répond directement à certaines questions, réoriente vers d'autres structures plus proches des domiciles, remplit certains documents...

Création d'autres modes de rencontres

- Groupe « confiance : Pour poursuivre les temps de réflexion collective, un temps dédié a été créé une fois par mois, puis par semaine. Il réunit des migrants et réfugiés, avec ou sans papiers, accueillis dans différentes permanences et des personnes solidaires (10 à 30 personnes). Objectif : lutter ensemble pour faire changer les choses, ici et là-bas. Les participants ont envoyé des courriers aux candidats aux élections, manifesté leur solidarité avec les migrants au Maroc, par un courrier...
- Cinémade : Depuis septembre 2012, un ciné-club a lieu une fois par mois, animé par des militants de La Cimade et de « nobles ambassadeurs de l'ailleurs ». La mise en œuvre est faite collectivement, notamment le choix des films : documentaires, fictions, créations originales, animation...
- Des migrants de ces groupes ont participé à des manifestations comme les cercles de silence, le 1^{er} mai, la journée du réfugié, le forum social méditerranéen...

Conclusion

Pour La Cimade, ces actions permettent de s'ouvrir à d'autres militants, d'autres compétences, d'autres manières d'agir, et peut-être, à l'avenir, de développer notre mouvement avec les migrants. Déjà, plusieurs ont souhaité adhérer.

Ce défi, que nous nous étions lancés, nous semble important à poursuivre. Nous ne savions pas au départ où cela allait nous mener. Nous nous sommes laissé guider par nos convictions communes et nos échanges. Cela nous a fait découvrir ensemble une volonté de lutter et vivre ensemble. Notre société ne se transformera pas les uns sans les autres. Mener des actions ensemble nous fait prendre des risques à chacun mais, comme dit Ba, « *Pourquoi voulez-vous qu'on ait peur, le risque, on l'a pris quand on a traversé le fleuve* ».

Expérience ATD Quart Monde : l'exemple des Universités Populaires Quart Monde

L'appel du Père Wresinski gravé le 17 octobre 1987 nous invite à nous unir : « *Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré* ». Sans cette unité, personne ne peut faire face, seul, à la misère. J. Wresinski qui a fondé ATD, en a fait, dès le début, un lieu de rassemblement : rassemblement de ceux qui vivent et résistent à la misère, le peuple du Quart Monde, et rassemblement des défenseurs des droits de l'homme décidés à ce que tous accèdent aux droits de tous.

L'Université Populaire Quart Monde

C'est le premier lieu de rassemblement, de construction d'une identité, de conscience d'appartenance à un milieu pour les personnes de la grande pauvreté. C'est le premier lieu où on apprend à réfléchir ensemble entre personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté et d'autres qui ne l'ont pas.

Il y a une douzaine d'Universités Populaires qui obéissent toutes aux mêmes règles :

- une invitation envoyée personnellement à chaque membre qui annonce le thème de réflexion avec des questions
- une réunion de préparation dans son groupe de base, pour réfléchir et répondre aux questions. Certaines personnes très isolées ou trop craintives préparent individuellement avec un autre membre d'ATD.
- les CR des préparations envoyés à l'avance aux animateurs de l'UP
- la plénière avec un invité pour mettre en commun les réponses envoyées et chercher ensemble à aller plus loin dans la réflexion. L'invité apporte son aide et ses connaissances. L'animateur est attentif à donner la parole à ceux qui n'osent pas la prendre seuls et aux nouveaux venus.
- un CR écrit envoyé à chacun

Pourquoi passer de l'individuel au collectif ?

Personne ne peut vivre sans relation. Il en va de même pour les personnes les plus pauvres mais, souvent, elles sont obligées de taire leurs relations. Avec ATD, le collectif construit une identité positive qui a ses racines dans l'histoire, le combat, la culture de son propre milieu. Une identité qui est une conquête parce qu'il faut passer de la honte à la fierté d'appartenir à un peuple qui résiste à la pauvreté et qui veut que « tous accèdent aux droits de tous ». A l'UP, les participants apprennent progressivement à dire « Nous », se reconnaissant d'une même histoire, d'une même résistance quotidienne, d'une même volonté de changement. Ainsi le collectif donne force et confiance aux personnes les plus fragiles.

Comment ?

L'UP construit un collectif ouvert qui ne peut tenir qu'avec des personnes qui font alliance avec les plus pauvres, qui tiennent l'unité et la solidarité entre des membres tellement fragiles qu'elles sont tout le temps remises en question. Ce collectif repose sur une règle intangible : le refus de l'abandon. La personne la plus en difficulté saura qu'elle aura toujours pleinement sa place.

L'UP construit une parole et une pensée collective enracinées sur les expériences et expressions individuelles qui donnent du sens à ce qu'on a vécu. Cette parole est le point de départ d'un dialogue avec d'autres.

Dans quel but ?

Un collectif pour faire valoir une expertise, des savoirs, une connaissance de la société

Un collectif pour un rôle politique, pour une transformation sociale, pour un projet de société

Un collectif pour exister en tant que population qui doit faire connaître ses conditions de vie, ses combats, ses attentes

Un collectif pour défendre ses droits et exiger que tous accèdent aux droits de tous

Un collectif pour bâtir des alliances avec d'autres dans la lutte contre la grande pauvreté

Un collectif pour amener à un engagement citoyen les personnes qui en sont membres

Un collectif pour amener à de nouvelles pratiques professionnelles, à de nouveaux rapports sociaux.

Quels risques ?

L'action collective nécessite d'être régulièrement évaluée. Quelle formation donner à ses membres ? Quelle est la place des plus exclus ? Quels sont la place et le rôle de ceux qui l'animent ?

Restitution des discussions avec la salle (atelier 1A)

1- Sens et enjeux

- Remise en question des pratiques actuelles
- Développer un regard critique sur ce qu'on fait
- Rechercher une démarche de même niveau, de fraternité
- mais comment ne pas utiliser les personnes pour justifier de notre impuissance face à l'impasse des textes de loi ?
- Est-ce un préalable cette démarche de fraternité de même niveau pour mieux les accompagner ?
- Réintroduire leur parole dans l'échange / partage avec les gens
- Sortir de l'isolement dans le travail et créer des espaces collectifs pour sortir de la logique de guichet et d'une confrontation à une société consumériste. Donc importance d'insuffler de la vie collective. Le collectif donne du sens à l'histoire des gens.
- Modifier notre approche militante avec le regard des migrants
- Créer un rapport de force plus prononcé. Pression dans le dialogue avec les préfectures
- Nécessité de prendre un tournant à La Cimade, de changer notre regard sur les migrants.
- Sortir de la case étranger, travailler avec les migrants sur une parole qui devient acte « faire avec » ex : travailler à une démarche de revendication, rédiger avec les personnes intéressées un tract pour la manifestation du 1er mai, apprendre les paroles d'un chant.... Offrir des moments
- Avoir un positionnement politique différent
- Savoir mobiliser
- Ne pas exposer les personnes (dans les manifestations de rue, face à la presse) donc travail de construction qui doit être très rigoureux
- Avoir des actions politiques qui ne soient pas dans l'attente d'élections, de circulaires, de textes à venir

2 – Conditions requises

- Le local : lieu assez grand pour 10/20 personnes + lieu individuel
- Avoir quelques éléments de base : savoir accompagner face à des larmes par exemple
- C'est l'ensemble de La Cimade qui doit s'interroger (pas uniquement un groupe local) sur l'intérêt de l'action collective
- Formation adéquate
- Faire venir des bénévoles différents que pour une permanence juridique
- Donner un cadre éthique en passant par des formations mais il s'agit plus d'une question de mise en œuvre sur le désir de travailler ensemble, sur oser se lancer sur une pratique.
- Acte volontariste
- Ne pas se sentir culpabilisé si on n'est pas encore inscrit dans une démarche collective

3 - Nécessités d'évolution

- Commencer par un temps collectif de 10 minutes avant les permanences
- Travail d'équipe avec temps de débriefing à la fin
- Développer des partenariats
- Plus un enjeu de relation qu'un aspect formatif dont il est question.
- Accepter que la démarche de « faire avec » soit longue.
- Accepter de ne pas savoir à l'avance où la démarche nous amènera
- Les permanences ne sont pas l'antichambre de la préfecture. La Cimade est une association militante de solidarité et de lutte, ne pas l'oublier.
- L'approche collective redonne du souffle et du positif pour tous

4 – Observations

Démarche qui semble plus adaptée à des grandes villes avec beaucoup de migrants dans les permanences.

Certains groupes développent une approche similaire avec des groupes de paroles ex : groupe psymade Montpellier

Jeunes très sensibles à cette action de vivre ensemble

Expérience Cimade : Retour sur la campagne Une peine. /

1. Présentation de l'expérience

La Campagne nationale contre la double peine s'est déroulée de septembre 2001 à l'été 2003, conclue par le vote d'une loi critiquée par la quasi-totalité des acteurs associatifs mais dont il est dit, en coulisse, y compris par les plus critiques : « *nous n'avons jamais obtenu de telles avancées, y compris sous la gauche* ». (Manuel Valls était conseiller de Jospin, candidat à la présidence de la République, totalement opposé à une évolution de la loi).

Pour ma part, j'ignorais tout de la question. Je vais consacrer le dernier trimestre de l'année 2001 à me former sur le sujet, à trouver un nom pour la campagne, à lui donner une identité visuelle, à bâtir un dispositif de neuf actions à mettre en œuvre, puis à solliciter le tissu associatif pour porter en commun l'ensemble.

La dimension collective va se concrétiser autour de la *plateforme* : un ensemble de cinq propositions juridiques destinées à parvenir à notre objectif. Puis par l'organisation dans plus de 150 villes, par les associations locales, de rencontres autour du film de Bertrand Tavernier *Histoires de vies brisées*.

L'action 3 s'intitule *Les actions urgentes*. Nous informons la presse et l'ensemble des organisations et personnes associées à la campagne pour qu'elles agissent, par un courrier aux autorités, de façon à empêcher le prononcé ou la mise à exécution de la mesure d'expulsion. Il s'agit là d'un axe essentiel de la campagne en ce sens qu'il donne chair et donc humanité à une problématique très complexe à aborder : il est naturel pour beaucoup, jusque dans les rangs parfois de La Cimade, que chacun est responsable de ses actes et qu'un étranger délinquant doit en assumer les conséquences.

Il faut souligner enfin la volonté de donner une dimension festive et culturelle à l'ensemble, de telle façon que militer ne soit pas une punition (méga concert place de la République / 15 000 personnes ; CD avec La Tordue ; meeting au Zénith ; fête au Théâtre de la Renaissance à Lyon ; film de Bertrand Tavernier ; édition d'un petit ouvrage collectif ; monumentale fresque de graffeurs).

2. Genèse, sens et intérêt pour cette démarche

L'initiative de lancer une campagne contre la double peine revient à Jean-Pierre Lachaize, équipier de La Cimade à Lyon aux côtés de Jean Costil. La maladie, qui précède son décès, le contraint à ne pas pouvoir mettre en œuvre son projet. Le secrétaire général de La Cimade, à la demande de l'équipe lyonnaise, me fait la proposition, en juillet 2001, de prendre en charge ce travail.

Pour mémoire, Jean Costil et Christian Delorme ont fait, au début de l'année 1981, un mois de grève de la faim « *contre les expulsions de fils et filles d'immigrés* ». L'appellation « double peine », jugée inadmissible par nombre de juristes, n'existait pas encore. Elle a connu depuis la fortune qu'on lui sait. Le sens de cette démarche... tombe sous le sens : des personnes ayant toute leur vie en France sont contraintes à l'exil dans un pays qu'elles ne connaissent souvent pas mais dont elles ont la nationalité.

3. Bilan tiré (apports, limites) et perspectives.

Du point de vue de l'ensemble des participants, la campagne a été dynamique, mais son résultat sévèrement contesté. Plutôt que de valoriser le positif qui résulte d'un combat collectif et donc l'urgence de sa poursuite, ce sont les limites et les échecs qui sont valorisés. Plus on a perdu, plus les autres sont méchants et plus on a raison. Nous n'interrogeons pas les raisons de nos piètres résultats. Nous ne l'attribuons pas à notre manque de performance, mais à l'autre, le méchant. De mon point de vue, le résultat est loin d'être négligeable : protection significative d'un nombre important de personnes. Depuis, l'administration et le personnel politique, de droite comme de gauche, s'emploient toujours à harceler des personnes au mépris de la loi et de son esprit. Le combat continue-t-il ? Et comment ?

Restitution des discussions avec la salle (atelier 1B)

Travail autour d'une situation concrète/théorique/exemplaire : les étrangers malades. A Lyon, la préfecture ne suit pas les avis favorables du MARS => quels besoins, quels problèmes concrets de mise en œuvre ?

Le sens et les enjeux pour La Cimade à engager ou développer des démarches de ce type

- Travailler seuls ou avec d'autres ? Mettre La Cimade en avant ou non ? Sinon, qui ?
- Passer de l'individuel au collectif (action et résultats) => politique, résultat dans la société.
- Spécialisation des associations.
- Sensibilisation, sortir des militants : personnes concernées et grand public.
- Les «étrangers» sont-ils une catégorie pertinente d'auto-mobilisation ? Sont-ils demandeurs ?
- Le collectif peut être la manifestation d'un symptôme, il se crée face à un afflux de situations. Risque d'une contre campagne face à l'identification de situations massives ?
- Notre implication vient de notre légitimité sur le terrain, de notre pratique, de notre histoire.

Les conditions requises pour que ce type de démarche puisse fonctionner

- Confier le graphisme à des professionnels, sans le mettre en débat.
- Il faut une personne qui s'y colle complètement et que d'autre se mouillent la chemise.
- Implication des personnes concernées. Les mettre au centre, acteurs.
- Quelle durée ? Tenir dans la durée.
- Identifier clairement les objectifs et les procédures pour juger si on les atteint ou non ? Passer des réussites individuelles à une réussite collective.
- Organisation claires de l'inter-associatif, y compris sur les questions d'argent.
- Médiatisation.
- Question de la relation avec d'autres actions : comment faire des choix ? Investir dans l'action collective peut demander de moins s'investir dans l'action individuelle.
- Mise en œuvre de nouvelles compétences (actions coup de poing...). Autre milieu militant ?
- Elaboration du thème : comment s'impose-t-il ? C'est le concret qui l'impose, avec les méthodes et les moyens.
- Nécessité d'une adéquation entre l'importance du sujet et l'engagement que l'on est prêt à avoir (grève de la faim...).
- Trouver un langage autre que celui des militants => artistes, traduction graphique, qui demande une pensée bien élaborée.
- Mettre le sujet en perspective par rapport au reste de la société (statistiques ?).

Les nécessités d'évolution et d'adaptation des pratiques d'accompagnement de La Cimade au regard des conditions requises identifiées.

- Accepter de prendre des risques pour lancer des actions, éventuellement chères. Maintenir l'engagement, l'action dans les difficultés.
- Prendre conscience de l'intérêt du collectif.
- Le droit n'est qu'un aspect de la mobilisation.
- Faut-il intégrer les personnes concernées dans La Cimade ?
- Le projet ne naît pas national, il peut le devenir.
- Il faut commencer par associer les personnes concernées à notre travail.
- Nécessité de créer un cadre afin que les personnes se manifestent.
- La mise en danger des personnes peut être la condition d'une solution (ex. Amnesty).

Thème 2 : Faire avec les personnes étrangères accueillies

Le « faire avec » ou le « faire ensemble » n'est pas absent à La Cimade, mais s'inscrit plutôt dans le cadre d'actions de sensibilisation via un appel au témoignage et à la parole des personnes migrantes. Ce « faire avec » est beaucoup moins prégnant dans nos démarches d'accueil et d'accompagnement, même si plusieurs expériences existent et ont commencé à être partagées. Comment permettre aux personnes étrangères qui le souhaitent d'aller plus loin ? Et comment leur faire une place au sein de La Cimade ?

Expérience Cimade : le projet « 7 femmes citoyennes » par le groupe de Valence

Depuis 2012, le message est clair de la part de l'équipe nationale MIGRANTS'SCENE : participation des personnes migrantes dans les créations du festival, et dans son déroulement.

Quels migrants avons-nous eu la chance de rencontrer ?

En 2012 : **My Hong Guilhot**, une ancienne boat people qui a produit un texte littéraire, lu par elle en public, enregistré par RCF et repris en partie dans Cause Communes (juillet 2013).

En 2013 : **Adèle Péro** qui a proposé au groupe CIMADE de Romans sa participation à un évènement MIGRANTS'SCENE en vue de sensibiliser le public aux problèmes de son pays et de ses ressortissants.

Et un groupe de femmes migrantes, accompagnées pour leur recherche d'emploi ou leur création d'activité, signalées par une bénévole membre de La Cimade et de la Maison Citoyenne, quartier la Monnaie à Romans

Quel projet réaliser avec ces femmes sur le thème de l'année 2013 « migration au féminin » ?

En priorité pour nos 2 associations Cimade (groupes de Romans, Valence et Lyon) et Maison Citoyenne : réaliser un **film** sous réserve d'en avoir les moyens financiers. Cela pour la mise en valeur, par la parole filmée, de ces femmes venues de pays différents : leur potentiel, leur énergie, leur mobilisation pour chercher ou créer un emploi, leur désir d'inscription « métissée » dans leur quartier et dans le tissu social français.

Réalisation du film

Avec les responsables de la Maison Citoyenne : rédaction et présentation du projet de film « TRAVAILLER LA-BAS, TRAVAILLER ICI », définition des moyens humains et financiers pour sa réalisation :

- 7 femmes venues de 7 pays différents qui ne se connaissaient pas encore
- Un lieu d'accueil : la Maison Citoyenne
- L'animatrice de la Maison Citoyenne en charge du groupe
- Une équipe de 3 vidéastes
- Une écrivaine « libératrice de parole »
- Des bénévoles des 2 associations
- Un budget : 6.000 € (coproduction Vidéastes, Maison Citoyenne, La Cimade Rhône-Alpes)

Constitution d'un comité de pilotage, signature de conventions de partenariat, de production et de diffusion.

- entre mars et juin 2013 : 7 journées sous forme d'animation filmées
- été 2013 : montage
- octobre 2013 : 3-4 séances de visionnage ensemble, coproducteurs et femmes, convivialité, discussions, choix du titre « **7 Femmes Citoyennes** » opté par les vidéastes

Diffusion du film

- 4 projections-débats pendant le Festival (moyenne de 80 spectateurs), en présence de la majorité des femmes : à la Maison Citoyenne., avec des habitants du quartier, les familles, des élus de la ville, des enseignants, des militants, à Romans (centre-ville), à Portes les Valence, à Villeurbanne.
- 5 projections-débat en Rhône-Alpes, après le Festival, en présence d'Adèle et de Fatima

De façon générale, la présence des femmes ajoute beaucoup d'émotion, de curiosité vis-à-vis du film. Les migrants se reconnaissent, sont rassurés, parlent de leur propre histoire, échangent. Les commentaires sont riches, variés, politiques, économiques, sentimentaux.

Bilan

- Les **Femmes** ont exprimé la richesse de l'expérience: reconnaissance de leur parcours, prise de confiance («psychanalyse»), multiples et bonnes relations déclenchées, amitiés, valorisation au sein de la famille

- Pour **la Maison Citoyenne**. les objectifs ont été atteints : capter, partager la parole, la diffuser.
- Pour **La Cimade** : militants, partenaires, public nombreux, se sont rapprochés de la vie de ces femmes, ont échangé.
- Adèle est devenue bénévole active de notre groupe Cimade
- Nous considérons que le film est une animation filmée, un joli reportage. L'animation est bien menée par Monique Domergue, les femmes sont très à l'aise, expressives, touchantes, bien filmées. Il manque un propos fort et centralisateur pour en faire un documentaire : mieux montrer comment chacune de ces femmes agit, valorise son expérience, se « retourne », ce qu'elles disent volontiers en privé ou dans les salles, quand elles s'adressent au public.

Perspectives

En septembre 2014, voyage de 6 membres de notre groupe Cimade en Roumanie pour visiter Sofia (l'une des protagonistes du film) aux confins de l'Europe, se rendre compte des limites de l'espace Schengen, de l'Europe, appréhender les frontières, le trajet des migrants.

Continuer la diffusion de « 7 femmes citoyennes » dans des médiathèques, centres sociaux, cours de FLE.

Expérience des Amoureux au Ban Public

Nous avons interrogé l'intitulé de l'atelier « Faire avec les personnes étrangères accueillies » au sein des Amoureux au Ban Public en commençant par rappeler les spécificités liées au mouvement : présence de ressortissants français parmi les personnes accueillies, pluralité de l'accueil et des rencontres avec les couples (pas uniquement lors de permanences juridiques), mouvement récent et spontané, etc.

1- « Faire » aux Amoureux au ban public

Depuis la naissance du mouvement en 2007, les différents collectifs ont organisé de multiples actions locales ou même nationales grâce à l'appui d'une coordination (Nicolas Ferran puis équipe de coordination nationale) et d'associations partenaires, en premier lieu La Cimade.

Des événements fédérateurs et festifs tels que le bal des Amoureux, ou plus militants tels que des rencontres avec les élus et instances administratives, ont permis de favoriser l'investissement des couples dans l'existence du mouvement. Nous présenterons certaines de ces actions ainsi que notre démarche d'accueil lors des permanences juridiques, premier lieu de prise de contact avec les couples.

2- Genèse : valoriser la parole du couple et le rendre acteur de la défense de ses droits

En replaçant les difficultés personnelles dans le contexte politique et en faisant émerger la force de l'action collective, les couples ont pu s'inscrire dans la démarche avec une grande spontanéité. L'élan de création des collectifs en 2007 a également été possible parce qu'il n'a pas été question à ce moment-là de mettre en place structure spécifique. Les couples ont pu se retrouver autour de problématiques communes (« je ne suis pas seul.e à vivre ces difficultés ») et d'actions collectives (bals, rencontres d'élus, etc.) avant d'avoir à se préoccuper du « comment faire ? ». Ensuite, dès les états généraux du mouvement 2008, s'est confirmée la volonté de vouloir agir ensemble en intégrant toujours de nouveaux couples et de porter avant tout leur parole. Depuis lors, ce positionnement est celui qui définit le mouvement et motive nos actions.

3- Freins et perspectives

Les personnes s'engagent sur un temps donné en fonction de leurs disponibilités et de l'évolution de leur situation (reprise du travail, arrivée d'un enfant, etc.). Il a donc fallu apprendre à s'adapter à ces variations et à accepter que l'engagement n'est pas perpétuel. Susciter l'engagement n'est pas suffisant, il faut penser l'accompagnement qui sera mis en œuvre pour favoriser le long terme et rester disponibles et réceptifs aux personnes désireuses de défendre leurs droits ou d'apporter et partager leur expérience.

Or, la volonté actuelle de se structurer en association nationale demande du temps et de l'investissement qui ne peuvent plus être totalement mis à disposition de l'action en tant que telle (administration de l'association de soutien, définition des actions et projets de la coordination avec les difficultés de stabilisation RH et financières associées).

Une nouvelle étape pour les ABP sera de réinvestir et reconduire les engagements collectifs. Si des personnes en couples franco-étranger se sont investies dans la structure de l'association (bureau de l'association de soutien, coordination nationale, permanences juridiques), elles souhaitent à l'avenir soutenir la naissance de nouveaux collectifs et l'engagement de nouveaux couples.

Expérience Cimade : le CADA de Béziers

Genèse, sens et intérêt

Nos "pratiques", présentées qu'à titre d'exemple, sont issues d'une construction collective de plus de 10 ans souvent en réaction à des situations urgentes. Elles sont davantage le fruit de questions qu'on se pose que de solutions prêtes à penser : rien n'est figé et le questionnement reste pour nous entier.

A l'origine, le constat "généralisé", relativement partagé dans les mots au sein de La Cimade mais un peu moins dans les faits, à savoir que nous atteignons une limite dans nos pratiques actuelles : dans la défense, juridique et administrative, des droits individuels ; dans l'accompagnement plutôt basé sous la forme de "guichet" avec une expertise du droit et de ses procédures nous mettant en tension entre deux logiques :

- celle de devenir un guichet annexe de la préfecture et de faire partie intégrante d'un système que nous n'avons cessé de critiquer mais dont nous mesurons toute la difficulté de s'en affranchir.
- celle des stratégies propres aux personnes accueillies qui, tendent à des logiques de consommation d'un service, d'une expertise donnée comme gage de notre solidarité ; nous éloignant ainsi des systèmes d'entraide dont eux et nous, sommes porteurs.

A Béziers, La Cimade gère un CADA. Ce qui induit la présence quotidienne d'environ 50 personnes. Des choix réfléchis sur l'organisation de la vie collective facilitée par les locaux mis à disposition, nous ont montrés que l'essentiel reposait sur quelques principes :

- Fonctionnement le plus égalitaire possible et réflexion collective.
- Volonté de ne pas recréer des frontières en restant "enfermé-e-s" sur la seule question de l'immigration. Des liens sont tissés avec la société civile locale.
- Présence régulière, voire quotidienne, dans un lieu ouvert, avec un accueil inconditionnel. La confluence de personnes engendre un carrefour de pensées : du vivre ensemble, de l'hospitalité, de la solidarité.
- Chacun demeure acteur de sa vie et de ses projets. Nous évitons de réduire au rôle de spectateur les personnes avec qui nous souhaitons avancer ensemble dans l'accès aux droits, dans des actions collectives.

Présentation factuelle de l'expérience

Des choix ont été pris et assumés collectivement sur des actions essentielles (hors mission CADA) et sur la mise en place d'outils participatifs issus des réalités du terrain :

- Travail avec des populations rroms : réunions collectives avec les familles, accompagnement global des personnes, tentative de défense des droits collectifs. Création d'un lien de confiance qui a aussi permis à des femmes Rroms de libérer une parole sur des questions transversales : violence, emploi, place de la femme dans la communauté.
- Travail avec des personnes victimes de la traite : mise en place d'un cadre très souple permettant aux personnes de s'assurer de notre bienveillance à leur égard et faire le choix ou pas de s'insérer dans une démarche de vérité sur le parcours (clé essentielle à la reconnaissance de leur statut).
- Ateliers cuisine une fois par mois pour créer un espace de relation équilibrée et de partage: préparation collective du plat et repas commun (alternance entre un plat d'ici et un plat d'ailleurs).
- Création du festival des peuples : volonté de faire une fête populaire, où le plaidoyer politique puisse s'imbriquer dans une expérience de vivre et faire ensemble. Cette journée a servi de support pour mener des activités partagées et portées par des personnes d'horizons différents. Les ateliers de préparation : décoration des locaux, affiche, cuisine, photo; et, le festival : concerts et danses d'ici et d'ailleurs, déambulation, soupe populaire, cuisine, maquillage (Une vidéo illustre le tout).

Bilan tiré et perspectives

Nos réflexes sont encore vivaces, nous n'osons pas franchir complètement le pas et restons dans la défense individuelle des personnes.

Sur la question des moyens : matériels, disponibilités et énergies ; le risque de perdre la liberté d'action en réponse à des donneurs d'ordre financiers dans la recherche de financements n'est pas négligeable.

Nous ne poursuivons ces initiatives que si les personnes impliquées se sentent actrices de ce qui est en germe. La confiance générée rend la communication libérée et dynamique et nous rappelle que le droit est un outil comme un autre et non une finalité.

La place du « faire avec » entre les différents groupes Cimade : prendre le temps de se questionner et apporter des réponses collectivement nécessite d'un lien fort et régulier au sein des régions.

Expérience d'Emmaüs : communauté de Rédéné (29)

Témoignage d'un compagnon et d'une bénévole (membre du bureau)

Présentation de la communauté: La communauté d'Emmaüs Rédéné est une des 115 communautés (branche 3) installées en France qui accueillent environ 4000 compagnons. (A l'étranger : 337 groupes sur 4 continents et 37 pays.) Installée en 1968, elle comprend 2 annexes (Quimper et Pontivy) et une salle de vente à Lorient.

Elle accueille actuellement 50 compagnons dont 2 familles avec chacun 2 enfants, un couple sans enfant, une femme seule et 1/3 de sans-papiers de 12 nationalités différentes.

Environ 200 bénévoles (appelés amis) sur les 3 sites dont environ 80 actifs.

Sens d'Emmaüs : Créé en 1949, Emmaüs se développe dans le monde à partir de l'appel du 1^{er} février 1954.

C'est en 1969 que les groupes du monde de l'époque se rencontrent et écrivent le premier texte du mouvement : le Manifeste Universel du mouvement d'Emmaüs.

Extrait du Manifeste: « *Agir pour que chaque Homme, chaque société, chaque nation puisse vivre, s'affirmer et s'accomplir dans l'échange et le partage, ainsi que dans une égale dignité* »

Bien que fondé par un Abbé, Emmaüs est un mouvement **laïc, en autonomie financière** ce qui nous permet un **accueil inconditionnel** (religion, sexe, nationalité et temps durée de l'accueil) en échange d'un **travail** selon les possibilités de chacun (et non une activité occupationnelle), d'une **solidarité** locale, nationale et internationale qui **évite le repli sur soi** et d'un **devoir d'interpellation**.

Le travail permet une indépendance économique de la communauté mais aussi permet à chacun de **se sentir utile et digne**. La solidarité permet d'**être attentif à « plus souffrant » que soi**.

Les communautés fonctionnent selon un principe de **trépied**, particulier à Emmaüs branche 3, c'est à dire : responsables et salariés / compagnons / bénévoles (il ne s'agit pas d'égalité mais d'équilibre).

A la communauté de Rédéné nous avons 3 sites donc 3 responsables qui travaillent en cogestion.

Chaque personne qui le souhaite (salarié, compagnon, bénévole, responsable) peut participer à **diverses commissions** (communication, travaux, vie associative, retraite, solidarité) et se présenter pour être membre du CA (actuellement, nous avons 1 compagnon membre du CA où il participe en tant qu'individu et non comme représentant des compagnons).

Chaque personne de la communauté, intervenante sociale, économiste, secrétaire, menuisier, bénévole... chacun a un rôle à jouer **dans le faire avec et non pour**.

Témoignage du vivre ensemble, apports et limites

– Témoignage de Najib (compagnon)

- **Vivre avec** : partage de temps de repas, d'activité, de loisirs, de sorties.
- Les compagnons : solidarité à l'étranger (chantiers internationaux ou containers)
- Les bénévoles

– Témoignage de Marie Françoise (bénévole depuis 8 ans, membre du CA et bureau, amie relais à Rédéné)

Vivre avec : la très grande majorité des bénévoles viennent pour **travailler avec**, avec les compagnons, avec d'autres bénévoles, pour l'ambiance conviviale (même s'il peut y avoir des heurts comme dans toute société).

Etre dans une communauté, c'est une grande ouverture au monde, sur d'autres religions, d'autres cultures (nous fêtons ensemble l'Aïd et Noël)

Le principe est que le compagnon est responsable de son atelier et que le bénévole participe aux activités comme aide et élément de sociabilisation.

On voit tout de suite où peuvent apparaître les problèmes : heurt de caractère, heurt de pouvoir, appropriation d'un atelier, refus de s'impliquer dans la vie associative, faire son petit boulot sans partager ou au contraire relation affective mal gérée qui pourrait fragiliser le compagnon... ..

Pour pallier à ces difficultés, mise en place d'un accueil structuré des nouveaux bénévoles par 2 **amis relais** sur chaque site, explication des fondamentaux d'Emmaüs mais aussi de l'importance de venir aux 2 pauses de la journée, de dire bonjour, de demander sans ordonner, mise en place de diverses **réunions pour réfléchir à notre engagement, pour recadrer les déviations**, mise en place d'une **formation** ouverte aux compagnons et aux bénévoles sur Emmaüs et son histoire.

La communauté s'ouvre de plus en plus vers un **partenariat** avec diverses associations (Un toit pour tous, Solidarité Lorient, La Cimade, le CADA de Quimper, SOS famille, les jardins de Kerbellec...)

Restitution des discussions avec la salle (ateliers 2A et 2B)

Sens et enjeux à engager ou développer des démarches de ce type

Avant tout, il faut qu'une telle démarche ait à la fois du sens pour La Cimade et du sens pour les personnes étrangères accueillies.

Faire avec les personnes étrangères accueillies, cela a du sens :

- Parce que cela permet une construction commune des messages et des projets de La Cimade, pour une meilleure **légitimité** de notre discours public et de notre mouvement.
- Parce que les gens deviennent acteurs de la défense de leur droit. La personne n'est plus seulement accueillie, elle est participante. C'est « **agir pour ne plus subir** ». Par exemple : s'occuper de l'accueil dans une permanence, pour une personne étrangère qui a été aidée auparavant, cela montre qu'elle est passée à autre chose.
- Parce qu'aux yeux de tous, si des personnes étrangères agissent, prennent part aux décisions, accueillent et conseillent, bref, « passent de l'autre côté », cela **réduit le fossé entre sachant et apprenant**.
- **Parce que faire avec permet de faire naître du collectif qui est *effectivement* réalisé** par des actions communes.
- **Parce que dans une période pesante il est nécessaire de réfléchir au-delà** : du droit, des pratiques, des finalités, des postures, des individualités, des statuts, de nos propres frontières...
- **Parce qu'il est toujours nécessaire de se rappeler que les personnes accompagnées peuvent apporter à celles qui, pour cette fois, sont les accompagnants**. C'est un échange qu'il est important de concevoir comme tel pour qu'il puisse se réaliser effectivement.
- **Parce qu'il est nécessaire de lutter contre le consumérisme et l'individualisme** qui peuvent être renforcés par un accueil basé sur des attentes reposant sur une « prestation de service » attendue et rendue individuellement.
- **Parce que La Cimade n'a pas de *missions* mais des *valeurs*** qui trouvent leur réalisation dans le vivre ensemble *effectif*
- **Parce que l'Égalité ne trouve pas son expression *que* dans le droit** mais dans les attitudes de ceux qui portent cette valeur.

Conditions requises pour que ce type de démarche puisse fonctionner

- **Savoir être dans l'écoute des envies et des besoins des personnes étrangères accueillies**. Ouvrir des espaces de témoignages, d'écoute et d'expression, toujours avec le souci de créer les conditions d'une prise de parole libre des personnes étrangères accueillies.
- **Savoir proposer un accompagnement à leurs initiatives**. Faire avec les personnes étrangères accueillies, ce n'est pas simplement les intégrer à des initiatives existantes, c'est aussi leur faire de la place à priori. Beaucoup ont des envies, des projets. On ne peut pas le savoir, on ne peut pas aller les chercher, il faut juste leur ouvrir la porte, et accepter de se faire mutuellement confiance.
- **Faire confiance et savoir lâcher prise** : faire avec les personnes étrangères en amont des projets, accepter que cela puisse aller moins vite, accepter que cela puisse donner un visage un peu différent à nos actions, accepter de déléguer aux initiatives locales...
- **Aller sur d'autres terrains**. Le partage des souffrances, c'est ce qui lie les gens au départ. Mais ce n'est pas ce qui unit les gens dans la durée, d'autant que tout le monde, à un moment, veut tourner la page. La création artistique, l'animation, ce sont des moyens d'unir les gens dans la durée, en plus d'être des moyens de sensibilisation.
- **Avoir de l'humilité**. Savoir que de toute façon on ne suffit pas à la tâche et l'accepter. Accepter aussi que ce soit d'autres qui apportent les réponses. Parfois, on oublie qu'il n'y a pas que La Cimade, on veut accueillir tout le monde. On doit accepter nos propres limites, faire des choix, les assumer. C'est une question personnelle, c'est aussi une question de stratégie collective. Dans ces conditions seulement, on pourra poser les bases d'une écoute et procéder aux adaptations nécessaires pour faire avec les personnes étrangères accueillies.
- **Accepter de perdre la maîtrise** de certaines actions, de mettre en danger notre vision du monde.
- **Créer des espaces en interne** : s'obliger à réfléchir ensemble pour réfléchir au cadres utiles pour réaliser des actions permettant d'être en mesure en interne de créer des espaces à proposer aux personnes que l'on accompagne et à ***remettre en question l'accompagnement comme finalité***.

- **Ne pas recréer des frontières** entre nos actions, dans et en dehors d'elles, avec ou sans les personnes accompagnées. Sortir de nos locaux, s'ouvrir à de nouveaux partenaires, s'ouvrir à l'ensemble de la société et pas uniquement aux étrangers.
- **S'aménager des lieux de vie en commun** : la logistique ne doit pas être un frein à la création de ces lieux de vie : réinvestir l'espace public comme lieux de vie par excellence.
- **S'ouvrir aux initiatives extérieures, faire confiance aux capacités d'initiative** : Le simple fait que les personnes sachent qu'il est possible de créer quelque chose au sein de La Cimade peut faire naître les initiatives des personnes accompagnées.
- **Faire évoluer notre image** : celle que l'on se fait de nous et celle que l'on donne à l'extérieur (solidarité active basée sur du soutien technico-juridique)
- **Poser la question** : « **qu'est-ce que tu sais faire ?** » et non pas « **qu'est-ce que tu pourrais faire ?** » partir du principe que nos actions sont à compléter par l'apport de tous, qu'ils aient été accompagnés par La Cimade ou non, étrangers ou non.
- **Faire participer les personnes à la genèse des actions** et non pas uniquement penser les cadres à leur place pour les y faire entrer par la suite.
- **Re-contextualiser notre action** : « Ici et là-bas », ayant cette double vision, les personnes accompagnées sont des forces de proposition essentielles.
- **Réinterroger notre vision de la solidarité « active »** pour voir si elle peut se délier de la résolution de situations individuelles et si elle peut trouver des expressions différentes, plus collectives et néanmoins considérées par ces initiateurs comme restant utiles.

Que faudrait-il mettre en place à La Cimade pour développer ce type de démarche (nécessité d'évolution et d'adaptation) ?

(Cette 3^e réflexion est peut-être trop rapide : il faudrait décider ensemble, avec les personnes étrangères, des adaptations de nos pratiques, sans poser d'avance une adaptation de nos permanences.)

- **Affirmer que faire avec les personnes étrangères est prioritaire**, cela permettrait déjà d'avancer.
- **Etre en alerte pour « accrocher » les personnes en vue d'une action ultérieure, personnelle ou collective.** Profiter des rencontres dans les permanences pour initier d'autres actions. Avoir cela en tête au moment de la rencontre avec les personnes, noter leurs contacts pour une aide ou des échanges postérieurs. C'est le cas systématiquement chez les Amoureux au banc public, où on explique d'emblée que c'est un collectif. Quand les problèmes sont réglés, on ne voit plus les personnes étrangères car elles veulent tourner la page. Il faut faire en sorte que la rencontre initiée dans une permanence juridique puisse se prolonger par la suite, sur un autre terrain.
- **Adapter notre structure associative.** Ouvrir nos permanences juridiques mais aussi nos réunions, nos AG aux personnes étrangères.
- **Sortir de l'urgence juridique** :
  - Faire en sorte que dans des permanences, malgré les files d'attente, il y ait toujours un ou des bénévoles qui ne font pas de juridique du tout, qui accueillent, qui écoutent, qui laissent un espace pour savoir si les personnes veulent agir, et comment. Ces bénévoles seraient aussi bien ceux qui arrivent en bout de course du côté du juridique et/ou ceux qui ne sont pas du tout dans le juridique et/ou des personnes étrangères qui ont été accueillies par le passé.
  - Proposer aux bénévoles des permanences qui le souhaitent une formation à l'écoute. Les personnes étrangères ont des besoins juridiques urgents, vitaux. Mais où est la place pour leur histoire ? Comment les écouter ?
- **Sortir du tout juridique** : Certaines personnes étrangères accueillies dans les permanences peuvent se porter volontaires pour être ensuite bénévoles au sein des permanences, notamment pour l'accueil, les services de traduction, etc. Mais il s'agit que les groupes locaux et les personnes extérieures identifient La Cimade à travers l'ensemble de ses actions, et pas seulement ses permanences juridiques, pour susciter des nouvelles vocations de bénévoles.
- **Savoir s'adapter à la longueur variable de l'engagement.** Certaines personnes étrangères passent, d'autres veulent faire partie de La Cimade et prolonger leur engagement.
- **Créer des espaces même sans savoir exactement ce qui en sera fait.** Les espaces vides invitent à les remplir.... Envoyer des signaux dans les mots et les attitudes pour dire que ces espaces peuvent se créer.

- **Lutter contre nos frontières** : Parler de La Cimade autrement que comme une association de solidarité aux personnes migrantes mais comme une association qui porte une vision politique plus globale, qui se donne le droit de s'investir sur de nouvelles actions, de nouveaux publics, ouverte aux propositions des personnes accompagnées.
- **Réfléchir à un statut au sein de La Cimade pour les personnes accompagnées** et des cadres dans lesquels elles pourraient s'exprimer.
- **Faire d'avantage de la pédagogie dans nos actions de conseils juridiques** afin de lier d'avantage les personnes à leurs démarches et sortir de la relation de guichet inévitable lorsque les personnes ne comprennent pas précisément les démarches engagées. **Se servir de nos espaces juridiques qui nous permettent les rencontres pour aller au-delà.**
- **S'engager d'avantage dans les questions qui transcendent le clivage « nationaux » / « étrangers »** pour sortir des cases que nous combattons par ailleurs.

Thème 3 : Diversifier les partenariats

La tendance naturelle est de nouer et rechercher des partenariats avec des acteurs qui nous ressemblent, agissant dans les mêmes champs et selon les mêmes démarches. Comment, notamment, diversifier nos partenariats pour répondre à la complexité des situations vécues et aux enjeux de mobilisation collective et citoyenne d'aujourd'hui ?

Expérience Cimade : partenariats culturels autour du festival migrant scène en région Sud-Ouest

Avant de se s'interroger sur la diversification des partenariats et pourquoi cette diversification, l'idée serait d'échanger sur ce qu'on entend par partenariat de manière générale et quels sont nos intérêts à travailler avec des partenaires. Il serait également intéressant de faire un point sur les partenariats existant (partenariat de fait) et d'envisager la recherche et la construction de nouveaux partenariats.

Quelques pistes de réflexion :

- *Qu'est-ce qu'on entend par partenariat ? Quel sens met-on derrière ce mot ? Qui pourrait être partenaire ?*

On peut entendre par partenaire un soutien, un apport dans un domaine.

- Soutien financier, subvention (ex : une collectivité qui finance une action est-elle un partenaire ?)
- Soutien en nature, mise à disposition de matériel, de personne, de lieu... (ex : une association qui prête un écran est-elle un partenaire ? ex : une mairie qui prête une salle municipale est-elle un partenaire ?)
- Soutien en conseil, expertise, connaissance professionnelle (ex : un théâtre qui conseille sur une question liée à des contrats avec des intermittents est-il un partenaire ?)
- Soutien idéologique...

Importance de partager un minimum de convictions, d'échanger sur le fond des actions menées et de la volonté de se retrouver. Intérêt commun et partagé.

Attention au partenariat subi !

Pourrait être un partenaire une personne, une institution, un lieu, une association...

- *Pourquoi travailler en partenariat ?*

Identifier les partenaires, existants et à envisager. Interroger les partenariats de fait. Déterminer des objectifs communs. Relation de confiance, mise en commun de moyens en vue de réaliser un objectif commun.

Apporter du poids dans nos actions (attention différencier les collectifs des partenaires).

- *Faut-il formaliser un mode de fonctionnement partenarial (écrit ou oral) ?*

Importance de savoir ce qu'on entend par partenariat et de préciser les obligations ou les intérêts, les responsabilités des uns et des autres.

Réinterroger de manière régulière les partenariats existants et ne pas hésiter à en sortir si on ne s'y retrouve plus.

- *Pourquoi diversifier les partenariats ?*

Au regard de tous les éléments soulevés, on peut envisager la diversification des partenariats, en fonction des domaines d'action. Diversification en fonction des objectifs des ou des missions.

Migrant'scène : importance de sortir de nos partenaires traditionnels liés à l'action de conseil et d'accompagnement juridique et administratif. Se déplacer sur le terrain culturel, mais avec des interlocuteurs sensibles à notre association. Exemple : diversification en fonction des objectifs, festival sortir du public traditionnel. Intérêt de changer de lieu (Médiathèque : public qui assiste aux diffusions quelle que soit la thématique du film, Théâtre : toucher les abonnés du théâtre)

Objectif commun : sensibiliser les personnes sur des questions liées à l'immigration.

Proposition de définition du partenariat :

Association active de différents intervenants qui, tout en maintenant leur autonomie, acceptent de mettre en commun leurs efforts en vue de réaliser un objectif commun relié à un problème ou à un besoin clairement identifié dans lequel, en vertu de leur mission respective, ils ont un intérêt, une responsabilité, une motivation, voire une obligation. (wikipédia).

Expérience Cimade : les partenariats santé au sein de l'Espace Santé Droit d'Aubervilliers

Laura Petersell : Je suis chargée de la thématique santé à La Cimade Ile de France et, dans ce cadre, deux de mes missions sont, la co-coordination de l'Espace Santé Droit, permanence d'accueil et d'accompagnement de personnes étrangères ayant des difficultés à faire respecter leur droit à la santé ; la représentation de La Cimade au sein du collectif inter associatif ODSE.

L'Espace Santé Droit est le fruit d'un partenariat entre les associations Cimade et Comede. La permanence a été créée en septembre 2007. Le Comede (Comité pour la Santé des Exilés) est une association de promotion de la santé des exilé.e.s en France. Le Comede est principalement un centre de santé qui soigne en priorité les personnes étrangères n'ayant pas de couverture maladie. L'association a développé fortement son pôle social et juridique et travaille depuis très longtemps main dans la main avec la Cimade sur les questions de droit au séjour pour soins et d'accès aux soins (notamment droit à une couverture maladie) quand on est étranger en France.

Le droit à la santé requiert à la fois une expertise juridique et une expertise médicale. Compte tenu de leurs forces respectives et face au besoin de spécialisation qui s'est fait ressentir sur cette thématique, La Cimade et le Comede ont créé l'Espace Santé Droit : une permanence dédiée à ces questions qui reçoit des personnes sur rendez-vous et assure une permanence téléphonique, pôle ressources pour les acteurs du champ sanitaire et social concernés par ces questions : les associations, les professionnel.le.s (assistantes sociales hospitalières, médecins, travailleurs sociaux...). L'Espace Santé Droit a également vocation à faire monter en compétence le droit commun afin que les personnes puissent accéder à leurs droits sans avoir besoin de faire appel à de multiples interlocuteurs.

L'Espace Santé Droit est ouvert trois jours par semaine. L'équipe est composée d'une dizaine de bénévoles et coordonnées par deux salarié.e.s : un pour le Comede et l'autre pour La Cimade. Un médecin du Comede intervient une fois par semaine pour donner son avis médical quant à l'opportunité de demander un titre de séjour pour soins ou de contester une mesure d'expulsion au motif que la personne est gravement malade.

Cela fait donc sept ans que cette permanence existe et nous a permis :

- De développer des formations conjointes permettant d'allier connaissances pratiques, juridiques et médicales et d'adopter un langage qui parle aussi bien aux socio-juristes qu'aux soignant.e.s, qu'elles et ils soient bénévoles ou professionnel.le.s
- D'alimenter notre expertise sur les questions de droits sociaux liés à l'état de santé (meilleure appréhension de l'accès à une couverture maladie quand on est étranger et identification fine des blocages et des personnes exclues de toute protection, développement de nos connaissances concernant le handicap, l'accès à l'allocation adulte handicapé, les accidentés du travail, l'accès aux prestations familiales
- De renforcer le réseau de partenaires avec lesquels nous agissons, en particulier les associations de malades comme Aides, Act Up Paris, l'Asso Française des Hémophiles, l'APF, l'asso des diabétiques...
- De maintenir un dialogue fort et constant avec les institutions publiques, en particulier les Caisses Primaires d'Assurance Maladie, l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France, le ministère de la Santé et les hôpitaux

Le poste « santé » au sein de La Cimade – vecteur de cette conception du travail en partenariat, en particulier avec le corps médical – diffuse cette philosophie au sein de La Cimade à différents niveaux : au niveau régional (mises en place de commissions régionales sur la santé et les droits sociaux, initiation à la protection maladie pour l'ensemble de la région...) et inter-régional (travail étroit avec Fanny de Lyon, échanges réguliers avec les régions Centres et BPL, formations à Clermont-Ferrand et à Montpellier) ; c'est également un poste qui vient en transversal des thématiques portées par les commissions nationales de La Cimade (par exemple, liens étroits avec les équipes en rétention et en prison à propos des personnes gravement malades enfermées et menacées d'expulsion).

La dimension partenariale de l'Espace Santé Droit nourrit également profondément l'Observatoire du Droit à la Santé des Etrangers (ODSE). Ce collectif inter-associatif a été créé à la fin des années 90 et réunit aujourd'hui une vingtaine d'organisations : associations de malades, associations et syndicats de médecins et associations de défense et promotion des droits des étrangers.

Ce collectif inter-associatif connaît de belles victoires à son actif, notamment la loi Chevènement 1998 qui institue le droit au séjour pour soins + la loi CMU en 2000 qui tend à la mise en place d'une couverture maladie quasiment universelle.

Depuis 10 ans, le collectif se bat surtout pour ne pas perdre ces acquis. Les deux salarié.e.s coordinateurs de l'Espace Santé Droit pour le Comede et La Cimade représentent leurs associations au sein de ce collectif et y sont fortement impliqué.e.s.

Les limites

Agir en partenariat demande du doigté et de la diplomatie (on ne parle pas le même langage) et suppose de s'acclimater à des méthodes de travail et des visions politiques différentes / en même temps c'est super formateur !

Le fait qu'au sein même de La Cimade on ait du mal à aller les un.e.s vers les autres et à travailler ensemble au-delà de nos carcans habituels (région, commission...) ne facilite pas le travail avec des partenaires extérieurs.

Expérience RESF (Réseau Education sans Frontières)

Toute l'histoire du RESF est celle de l'élargissement et de la diversification de ses « partenaires » autour de.

1995-2004. La gestation.

Au commencement, en 1995, Issa, 19 ans, Mauritanien, élève à J. Jaurès (Châtenay-Malabry). Je suis son premier « partenaire » : il me montre son APRF. Je suis sidéré. J'alerte mes collègues, les élèves. Prise de parole, pétition. Plusieurs dizaines de profs et d'élèves au TA. Issa et son frère sont régularisés.

Stabilisation de la situation pendant une dizaine d'années : à chaque rentrée, prise de parole devant les classes pour signaler qu'une équipe aide les élèves qui ont des problèmes de papiers. Pétitions, rassemblements dans les salles d'audience, devant la sous-préfecture d'Antony. Régularisation de 4 ou 5 élèves chaque année.

2004-2005. Création et implantation.

2003, loi Sarkozy. Le nombre de cas augmente, la malfeasance des préfets aussi. En février 2004, on peine à faire régulariser deux élèves. On « diversifie nos partenaires » : recours aux médias. Un lycée solidaire de ses élèves sans papiers, le sujet est nouveau : Le Parisien, France Info, le 20h de TF1. Gladys et Sandrina sont régularisées.

Ce qui se produit à Jaurès existe forcément ailleurs : rédaction d'un appel à la régularisation des élèves sans papiers. De nouveaux « partenaires » sont sollicités : les syndicats d'enseignants (FSU, CGT, SUD-Educ, SGEN), la FCPE, les organisations de défense des droits de l'homme et des immigrés (LDH, MRAP, GISTI, Cimade, etc...) et les partis de gauche. Près de 150 organisations sont signataires de l'appel.

Rentrée 2004, la mobilisation fait tache d'huile : nous sommes contactés par des établissements et des collectifs de nombreuses villes. Déplacements, diffusion de la brochure rédigée pendant l'été.

L'écho de ce qui se passe dans le secondaire amène des parents sans papiers à se faire connaître des instituteurs. La mobilisation s'étend et s'approfondit dans le primaire aussi. Parallèlement, création du Réseau Universités sans frontières.

2005-2007. Les grandes batailles. Interviennent : tous les médias français, quelques étrangers, les syndicats, les associations, les partis (le PS rejoint le réseau), des élus puis des personnalités, artistes, cinéastes, écrivains, politiques, syndicales. Mais le plus important, des milliers de « partenaires » dans des centaines d'écoles et de lycées.

2007-2012. Les années Sarkozy. Rapport de forces se stabilise et impose que Sarkozy renonce publiquement à arrêter dans les écoles et aux abords et, de fait, à expulser les lycéens et les familles.

2012-2014. Election de Hollande = perte de partenaires.

1) Espoir de changements = démobilisation relative

2) Soutiens du PS moins actif, ou perdu

3) Nettement moindre médiatisation

Recherche de nouveaux partenaires : les syndicats lycéens et les organisations de jeunesse. Nous savons, et les autorités savent, que nous dansons sur un volcan qui peut se réveiller à tout instant (Léonarda, Katchik)

Genèse, sens et intérêt de la démarche

Depuis le début, la démarche a été la même : mettre en lumière une situation et s'adresser aux partenaires potentiels, enseignants, parents d'élèves, élèves eux-mêmes, associations, syndicats, partis, personnalités ou médias pour leur demander d'agir pour que les choses évoluent.

Elargissement dans plusieurs directions : implication de nouvelles catégories sociales (enseignement secondaire, primaire, supérieur, travailleurs, amoureux) d'où engagement de nouvelles organisations. D'autre part, évolution qualitative de l'engagement : des individus (ou une organisation) d'abord sensibilisés par une situation particulière, mesurent qu'il s'agit d'une question de société. Entamé comme un geste de solidarité, voire caritatif, le combat prend une dimension politique.

Depuis quelques années, plus encore depuis 2012

Repliement constaté

- Des militants sur des pratiques caritatives
- Des enseignants : défense juridico-administrative des dossiers, peu de collectif
- De l'ensemble de l'opinion, face à d'autres priorités

Usure des anciens partenaires

Les lycéens à qui s'adressait d'abord RESF

- Implication des syndicats lycéens avec l'affaire Katchik, Leonarda
- Adhésion de lycéens vers les syndicats
- Forte réactivité aux urgences

Comment en sortir ?

Comment réactiver les anciens partenaires ?

- Remettre de l'humain (c'est ce que nous avons toujours fait mais il faut continuer), débanaliser la situation des lycéens, ni expulsés, ni régularisés.
- Dénoncer les idées fausses : les étrangers ont tous les droits, ils viennent pour « profiter »
- Refuser le gâchis éducatif, éduquer pour tout casser ensuite

De nouveaux combats

- Les enfants de demandeurs d'asile : enseignants à sensibiliser
- Mineurs isolés, mener des luttes avec l'ensemble des acteurs de la protection de la jeunesse (ASE, etc...)

Expérience inter-associative : le réseau RAIL à Lille

1. Présentation de l'expérience

Qui est RAIL ? Le Réseau d'accueil d'Immigrés à Lille : initié en janvier 2011 et transformée en association loi 1901 le 4 juin 2011.

- Un réseau à caractère non confessionnel d'associations (pouvant l'être ou non) - *Amnesty international exilés (Nord – Pas-de-Calais), La Cimade (Lille), La Pastorale des migrants (Diocèse de Lille), Le Secours catholique (délégation de Lille), Salam (Dunkerque)*. Son champ d'action couvre le territoire desservi par le réseau métro/bus/tram de la métropole lilloise.

Que fait RAIL ? Il offre, dans des familles ou des communautés, un accueil temporaire à des demandeurs d'asile en situation régulière mais sans hébergement stabilisé et un accompagnement individualisé. Entre septembre 2013 et août 2014, il a accueilli 12 personnes pour une durée allant de 1 semaine à 4 mois ; soit une durée cumulée de 18 mois répartie sur 12 hébergeurs.

2. Genèse, sens et intérêt pour cette démarche

Entre 2009 et 2011, des personnes engagées dans des structures actives auprès des migrants ont fait des expériences pragmatiques et non cadrées d'hébergement en famille de demandeurs d'asile à la rue. A partir de janvier 2011, elles ont rejoint un collectif d'associations qui s'est constitué autour du problème d'hébergement, et qui a réfléchi à la réponse la plus adaptée ainsi qu'aux écueils possibles (la durée des accueils, les situations irrégulières et le délit de solidarité, ... etc.). Le projet s'est finalisé autour du principe de l'accueil en famille, pour une durée limitée et pour des migrants faisant une demande d'asile. S'est alors créée une nouvelle association autour de cet objectif, qui a intégré dans son exécutif l'ensemble des associations composantes, elles-mêmes impliquées à divers titres auprès des demandeurs d'asile.

3. Bilan tiré (apports, limites) et perspectives.

Apports liés à la nature de la structure. Les associations membres sont de grandes associations connues qui donnent du poids à RAIL, association locale forcément inconnue au départ. Ceci a été très important pour le positionnement vis-à-vis des administrations et des professionnels de l'accueil et de l'hébergement (ABEJ, Emmaüs, AIR, 115...) auprès de qui RAIL s'est fait connaître progressivement et avec qui il a aujourd'hui des collaborations intéressantes. Les réunions régulières du CA (7 en 2013) s'avèrent très efficaces parce que les partenaires autour de la table apportent les compétences nécessaires, soit au repérage des demandes d'accueil, soit au suivi de la demande d'asile, du besoin de soin, du besoin de formation ou d'aide juridique que les familles constatent mais auxquels elles ne peuvent pas répondre. Des questions souvent inédites remontent de ces familles ou des accompagnateurs et les réponses redescendent rapidement après avoir été éclairées collectivement. Une information régulière sur l'activité dans le réseau est renvoyée à tous les membres qui perçoivent que « ça vit » grâce à tout le monde.

Apports liés à la nature de la proposition : RAIL peut compter sur mobilisation active et réactive d'une trentaine de personnes, en comptant les 12 membres du CA, les 10/11 hébergeurs et les 5 accompagnateurs. Les rôles et les tâches dans l'accueil se sont diversifiés depuis le démarrage.

Limites liées à la nature de la structure : le temps et l'énergie pour l'organisation, la gestion, le suivi des hébergements sont conséquents : 5 à 20H /semaine pour la coordinatrice bénévole, ce qui ne permet pas d'envisager un nombre de familles d'accueil dépassant la quinzaine. La réunion fréquente du CA n'est pas toujours facile à assumer pour les associations partenaires.

Limites liées à la nature de la proposition : même si elle est acceptée au départ, l'expérience d'une relation humaine avec l'accueilli(e) peut s'avérer difficile à vivre concrètement (difficulté à se séparer au bout d'un mois surtout si la situation du demandeur d'asile est problématique). Une interrogation permanente subsiste sur le « bornage » du statut des accueillis : les demandes concernent souvent des gens qui ne correspondent pas aux critères (mineurs/majeurs exclus de foyers pour jeune mineur étranger isolé, « dublinés », déboutés qui restent sans papier sur le territoire). Enfin pas de familles musulmanes pour l'hébergement alors qu'une grande partie des accueillis sont musulmans (pas facile en période de ramadan).

Restitution des discussions avec la salle (ateliers 3A et 3B)

Remarque générale : les discussions ont parfois davantage porté sur le partenariat en général plutôt que sur l'enjeu de diversification. Au-delà de l'intérêt de diversifier nos champs d'intervention, nos méthodes d'action et donc nos partenaires, un besoin est nettement ressorti : être mieux outillé et prendre le temps pour construire nos partenariats et questionner régulièrement ceux qui sont en cours.

- Clarifier le cadre dès le départ, qui fait quoi, qui est responsable de quoi, qui coordonne, enjeu de visibilité de chaque structure, répartition sur le plan financier.
- Le sujet doit être bien défini entre les deux partenaires ainsi que les objectifs et les indicateurs permettant d'évaluer l'action collective.
- Il faut savoir ce que l'on a à faire ensemble, ce que l'on a à partager, quel est le socle commun de valeurs.
- Il faut pouvoir élaborer ensemble des modes de travail qui nous conviennent à tous, apprendre à se connaître, décider ce que l'on fait ensemble et ce que l'on ne fait pas ensemble.

Sens et enjeux à engager ou développer des démarches de ce type

Le sens à développer des partenariats en général est que cela permet de donner plus de force et de poids à notre action. Chaque acteur a ses limites, agir en partenariat permet de les élargir.

Diversifier les partenariats, cela a du sens :

- Parce que cela permet de diversifier les points de vue et donc diversifier les solutions à des situations, à des enjeux (principe d'intelligence collective).
- Parce que cela permet de répondre à des problématiques et à des situations nouvelles auxquelles on ne peut pas répondre seul parce que l'on n'a pas les compétences ou l'expertise. Cela permet notamment d'avoir une action plus globale, plus efficace et cohérente, par exemple pour l'accompagnement des personnes.
- Parce qu'en s'alliant avec des partenaires qui travaillent différemment de nous, cela nous permet de développer de nouveaux modes d'actions et de toucher d'autres publics, d'autres milieux.
- Parce qu'en s'alliant avec des acteurs d'autres pays européens, cela permet de dépasser le niveau national.
- Parce que cela permet d'avoir une représentativité élargie, par exemple vis-à-vis des institutions.
- Parce que c'est aussi l'occasion de réfléchir à nos référentiels, nos conceptions et ainsi notamment de renouveler notre parole publique, nos messages.
- Cela suppose de prendre des risques, de sortir d'un rôle d'expertise bien ancré.

En termes d'enjeux :

- Il est nécessaire de nouer et développer des partenariats au-delà de notre « entre soi », avec des acteurs différents de nous.
- Il y a des enjeux de sémantique et de vision : que met-on derrière le mot partenariat ? Quelle différence avec les collectifs, les réseaux ?
- Derrière la diversification des partenariats, il y a un enjeu de mobilisation citoyenne. Il est plus que nécessaire de toucher l'opinion publique, de mobiliser, sensibiliser. S'allier avec de nouveaux partenaires peut créer un effet boule de neige, peut aider à mobiliser.
- Cette diversification est aussi importante pour avoir une approche plus globale des enjeux politiques et des rapports de force.
- Un enjeu de diversification des partenaires financiers.

Conditions requises pour que ce type de démarche puisse fonctionner

- Être au clair sur notre vision du partenariat, partager une vision et un cadre communs au sein de La Cimade, en accord avec les objectifs du projet associatif. Il faut en même temps préserver une certaine souplesse et ne pas trop s'enfermer dans un cadre, afin de rester ouvert à de nouvelles perspectives et opportunités de partenariats (par exemple suite à des situations locales, etc.)
- Les acteurs doivent être complémentaires et doivent trouver leur place.
- Il faut pouvoir garder son identité et sa visibilité, en tant que Cimade.
- Il faut une coordination et animation efficaces des partenariats.
- Consacrer les moyens nécessaires (humains et financiers).
- Estimer son partenaire.

- Clarifier le cadre du partenariat, les responsabilités, les rôles et les compétences des uns et des autres.
- Cela demande de prendre le temps, de sortir de l'urgence, de questionner nos objectifs. A la fois pour construire ces partenariats et pour faire vivre l'action collective.
- Ne pas raisonner en part de marché entre partenaires.

Que faudrait-il mettre en place à La Cimade pour développer ce type de démarche (nécessité d'évolution et d'adaptation) ?

- Un point central : se mettre d'accord sur une vision et une définition communes du partenariat au sein de La Cimade, en capitalisant sur le travail de réflexion réalisé par la commission solidarités internationales dans le cadre de sa collaboration avec des associations du Sud.

- Il faut réfléchir aux différences entre partenariat, collectif, réseau.
Derrière le partenariat, il y a l'idée de « prendre sa part ». Des acteurs se mettent ensemble et s'engagent (engagement souvent marqué par une convention de partenariat ou autre). Chacun prend sa part et ses responsabilités.

Un collectif serait plutôt caractérisé par un mode d'action provisoire, pour répondre à un objectif donné ou une situation donnée qui pose problème. Une fois le problème réglé, cela devrait prendre fin.

Un réseau serait une conception sociétale nouvelle (exemple du FSM). Il n'y a pas de tête, l'équilibre entre les acteurs est plus difficile.

- Faire le point sur nos partenariats existants, les évaluer et les réinterroger pour voir ceux desquels il faudrait se désengager et ceux qu'il serait bon de développer. Il ne faut pas avoir peur de se désengager d'un partenariat existant.
- Identifier des partenaires au-delà de notre cercle associatif, ne pas toujours aller vers ceux qui nous ressemblent, afin de toucher des personnes nouvelles, de mobiliser davantage.
- Clarifier notre organisation en interne et établir des priorités (en termes de temps de travail et de ressources dédiées aux partenariats).
- Réfléchir à la diversification de nos partenaires financiers.

ANNEXES

Annexe 1 : Texte intégral de l'intervention de Jacques Faget

Mon approche de l'accès au droit est ancienne et généraliste :

- Avocat de la veuve et de l'orphelin dans les années 70
- Création en 75 avec deux amis de la boutique de droit de Bordeaux

Elle prend place dans un mouvement plus large de contestation des pratiques institutionnelles et de développement de voies alternatives comme les free clinics en matière médicale ou les écoles parallèles en matière d'éducation :

- apporter aux minorités ou aux populations vivant dans des quartiers pauvres un soutien juridique, lutter contre les zones de non droit (armée, prison, HP, hôpitaux, écoles, administration...)
- éviter la relation traditionnelle de domination entre celui qui connaît le droit et celui qui ne le connaît pas. (les consultations sont collectives, associent juristes (non identifiables), non juristes et usagers autour d'une grande table).
- responsabilisation des « clients », pas de prise en charge, on accompagne et on apprend à faire tout seul
- collectivisation des démarches, organisation de groupes de parole entre tous ceux qui se confrontent à des difficultés similaires.

Elle s'est traduite par :

- Travail de recherche (91 et 98) sur les CDAD naissants et depuis observation participante
- Participation dans les années 90 au réseau national pour l'accès au droit des jeunes dans le sillage de l'association Thémis de Strasbourg (découverte de la question des MIE)
- Participation dans les années 2000 à l'ONG Juristes Solidarités qui s'est terminée par une recherche et un film sur le pouvoir transformatif des pratiques d'accès au droit
- Investissement constant sur les modes alternatifs de règlement des conflits et en particulier la médiation (ateliers silencieux de la démocratie)

Malgré toutes ces expériences, quand Jean-Claude Mas m'a proposé d'intervenir j'ai eu un doute (pas de compétence spécifique sur la question des étrangers et migrants même si j'ai à de multiples reprises croisé la problématique) puis je me suis dit qu'il serait intéressant de confronter ma grille d'analyse généraliste avec les spécificités de l'action de La Cimade.

Méthodologie

Pour ce faire j'ai procédé de la façon suivante :

- Lecture de tous les documents de La Cimade : rapport d'activité, Causes communes...
- Observation participante (photocopies, distribution courrier, participation aux consultations, entretiens avec quelques « clients ») deux après-midis dans les permanences de La Cimade de Bordeaux (chaleureusement accueilli) et entretiens avec quelques bénévoles.

Les dynamiques de l'accès au droit

(ma grille qui identifie des couples d'action entre modèle traditionnel et métamorphoses en cours)

Axe social/politique**

Passage du niveau caritatif au niveau politique : les promoteurs du nouveau modèle ne se contentent pas de donner du sens à leur action en portant secours aux populations en souffrance mais revendiquent le statut

d'acteurs de politiques publiques, développent des stratégies médiatiques pour faire connaître leur action et n'hésitent pas à faire du lobbying pour trouver les moyens de leur projet.

De ce point de vue il me semble que la Cimade a pris ce chemin même s'il y a parfois un décalage (mais puis-je en juger ?) entre certains dirigeants et les acteurs de terrain.

- Actions au niveau européen (députés, chaîne humaine...)
- Actions méso-politiques : accès des associations aux lieux de rétention, opposition à la délocalisation des salles d'audience, droits des personnes enfermées, effectivité des décisions européennes, lutte contre le système prostitutionnel, protection du droit des femmes....
- Dimension politique absente sur le plan local sentiment d'une gestion de l'urgence, croissance des demandes. La domiciliation et les permanences sont très chronophages et ne permettent pas une approche politique des problèmes. Sentiment de faire du cas par cas sans pouvoir développer une approche plus politique de la prostitution, des violences faites aux femmes, du travail au noir et de l'exploitation favorisé par des incitations à rester sur le territoire.....

Axe sectoriel/partenarial***

Beaucoup d'instances d'accès au droit organisèrent leurs actions sans s'appuyer suffisamment, pour gagner en efficacité, sur les autres initiatives sociales et institutionnelles de leur territoire. La complexité de la question des étrangers empêche ce repli et oblige La Cimade à tisser des partenariats dont les configurations peuvent varier. Un noyau dur émerge composé de ASTI, GISTI, LDH, Médecins du monde, Secours catho, MRAP, avocats....

Ce partenariat peut être international comme le projet LOUJNA (15 associations dans 7 pays) pour la protection des droits humains des migrants, assises de la solidarité internationale.

Il peut être national ou régional :

- Plateforme des ONG françaises pour la Palestine
- Frontexit (21 associations contre l'agence Frontex)
- ADFEM (femmes victimes de violences exilées et migrantes)
- RAIL Lille, Dom'Asile
- Actions pour les mineurs isolés (Amiens)

Axe juridique/pluridisciplinaire**

Comme souvent dans toutes les permanences que j'ai observées tout au long de ma carrière, c'est dans une logique question/réponse, que s'exercent la majorité des prestations. Or la nature polymorphe de la demande, tantôt juridique, tantôt sanitaire, sociale, psychologique rendent inadéquates les réponses mécaniques en termes juridiques ou d'orientation institutionnelle.

La pression du nombre d'usagers, les espaces peu propices à des entretiens en profondeur, le manque de bénévoles certains jours, les difficultés linguistiques ou cognitives des populations induisent naturellement ce type de réponse.

Le rituel d'accueil des nouveaux arrivants (présentation de La Cimade certes mais remplissage d'un dossier n'est pas toujours opportun... pourquoi pas à la fin ?)

Par pudeur, par respect mais aussi par manque de temps, la demande des personnes et le récit qu'elles présentent ne sont pas déconstruits ce qui entrave la compréhension de leurs véritables désirs et besoins.

Pour lutter contre ces biais qui ne sont pas spécifiques à La Cimade et que connaissent tous les accueillants plusieurs initiatives ont été développées :

- Modules de personnes ayant des formations différentes permettant une écoute plurielle (ex l'Asmaj à Marseille (juriste, médiateur et TS), qui ne parvient cependant pas à éviter le surcodage juridique)
- Suppression des bureaux, aménagement d'espaces de discussion interindividuels ou collectifs, espaces café (Languedoc Roussillon pour permettre de mieux accéder à l'histoire de la personne afin de mieux identifier sa problématique)
- Formation trop exclusivement centrées sur le droit mais davantage sur l'écoute (Strasbourg), les techniques de déconstruction des discours, la géopolitique, l'anthropologie, la sociologie des migrations, la criminologie (réseaux maffieux qui instrumentalisent parfois les permanences, connaissance sociologique de l'univers pénitentiaire).

Axe information/repérage des besoins**

On voit que le sacro-saint modèle de la permanence ne permet pas toujours d'accéder aux populations les plus en difficulté. Les permanences aussi nécessaires soient-elles sont parfois parasitées par des « clients » qui font d'ailleurs le tour des offres locales existantes et qui ne cessent de revenir comme des consommateurs pour trouver une oreille, un conseil, demander un service....

Or nous savons que les populations les plus déstructurées n'ont pas conscience de leurs droits ou refusent de fréquenter les dispositifs institutionnels. Pour avoir une chance de les atteindre il faut donc investir les lieux dans lesquels elles vivent (squats, quartiers pauvres) et procéder alors à un repérage de leurs besoins.

Gros investissement de La Cimade pour juridiciser les zones de non droit dont les prisons (75 et 120 bénévoles en 2013), action de l'ADFEM en ile de France sur les femmes victimes de violence, actions auprès des mineurs isolés
Le partenariat est ici capital car la misère du monde n'est pas toujours visible.

Axe assistance/autonomie*

Les pratiques traditionnelles d'accès au droit ont généralement pour effet, dans la logique de l'Etat providence, de prendre en charge les individus. Loin d'en faire des acteurs responsables et engagés elles fabriquent des mécanismes de dépendance. Cette logique est d'autant plus forte que les populations semblent ne pas comprendre (problème de langue, de culture, capacités cognitives faibles, problèmes psychiques....) les usages sociaux et institutionnels de la société où elles arrivent et vivent dans une extrême précarité. Un étayage leur est sans doute nécessaire mais dans certaines limites.

Pour casser ces biais des initiatives tentent de plus en plus de responsabiliser les personnes et de renforcer leur *empowerment*, favoriser chez les usagers la prise de conscience de leurs capacités

- cesser de « faire à la place de » mais « faire avec eux » ou « leur faire faire », par exemple cela commence par ne pas remplir les imprimés à leur place mais leur faire remplir (s'ils savent lire et écrire, sinon leur apprendre à lire et à écrire quand le temps le permet)
- capacitation citoyenne qui commence par des ateliers d'apprentissage de la langue (absentéisme jugulé à Lille ou chaque apprenant est noté absent afin de rappeler l'engagement d'une présence régulière), de la lecture, des usages sociaux, de la culture du pays d'accueil
- mettre à contribution les usagers dans les activités de l'association : organisation d'évènements festifs (Migrant'scène) ou culturels (Cinémade à Marseille où la moitié des participants sont des étrangers, atelier théâtre ouvert aux résidents du centre d'accueil de Massy et aux habitants), participations à des actions de mobilisation, à des débats (Groupe confiance migrants une fois par mois à Marseille), transmission d'informations afin de développer des mécanismes horizontaux entre étrangers et pas toujours verticaux. Très rare, l'investissement des usagers est souvent minimal, une fois leurs situations stabilisées, leur présence s'estompe. Mais ces « désertions » ne doivent pas être toujours interprétées comme des échecs. Elles peuvent au contraire exprimer une transformation identitaire positive chez les personnes, une volonté de faire rupture avec leur statut antérieur.

Axe individuel/collectif*

Dans nos « sociétés d'individus » les consultations se limitent le plus souvent à la prise en compte de besoins individuels non satisfaits ou de problématiques personnelles. Elles peinent à resituer dans un lien social et dans des relations de réciprocité les usagers consommateurs des divers points d'accès au droit (Faget 2001). Face à ce constat, quelques initiatives proposent un traitement plus collectif de la demande sociale de droit :

- groupes de parole (groupe de femmes en Alsace-Lorraine depuis 2008 dont certaines ont été régularisées et qui continuent à s'investir
- spectacles à partir de récits de vie (Alsace-Lorraine).
- Groupes de parole de femmes violentées à Paris
- Ateliers d'aide à la recherche d'emploi Massy
- Recherche d'hébergements alternatifs (Languedoc-Roussillon)
- Ateliers de soutien à la parentalité (Massy)

On ne peut plus penser l'accès au droit comme on le faisait auparavant pour des sociétés relativement stables, peu ouvertes. Les bouleversements actuels (mobilité des images, des capitaux, des personnes, multiplication des conflits armés identitaires, réseaux de traites d'êtres humains, dérèglements climatiques, inégalités économiques croissantes, transformation du rapport au temps et à l'espace par l'invasion des NTIC.....) obligent à penser autrement l'accès au droit.

Il n'est plus question seulement d'accueillir quelques étrangers du mieux possible et de leur ouvrir les chances de s'intégrer à l'espace national. La déferlante observée dans les permanences montre que ce travail sera de plus en plus épuisant et perdra son sens (tonneau des danaïdes). LA QUESTION : Comment réguler désormais ces cohortes de populations migrantes qui errent dans l'espace international sans véritable conscience des enjeux sociopolitiques qu'ils soulèvent? La question cruciale qui se pose à nos sociétés occidentales est de juridiciser, autrement qu'avec des murs, des barbelés et des arsenaux répressifs, cette noria inépuisable de voyageurs sans étoile, ces espaces circulatoires fluides. Chacun connaît la solution mais les vertiges de la complexité suscitent davantage de replis identitaires et de rejets que de désirs de coopération économique et culturelle.

Annexe 2 : Texte intégral de la présentation « L'accueil collectif dans les permanences à Marseille (Atelier 1A) »

Dans le passé, des expériences d'accueil collectif ont été menées dans différents domaines : parents algériens d'enfants français, double-peine, saisonniers, circulaires de régularisation, amoureux au ban...

Jusqu'en 2006, nous faisons les permanences juridiques comme dans beaucoup d'autres lieux : à 15h, nous ouvrons la permanence, inscrivons les personnes par ordre d'arrivée, offrons une boisson, et chacun attendait d'être reçu par un membre de l'équipe juridique.

Au moment du durcissement des lois et des difficultés à obtenir des régularisations, La Cimade Marseille, lors de plusieurs réunions avec La Cimade Languedoc-Roussillon, s'est interrogée sur l'inefficacité des réponses apportées et sur la nécessité de penser notre action militante autrement.

A Marseille, nous avons alors commencé à informer collectivement les personnes présentes sur ce qu'est La Cimade et sur certains points juridiques (regroupement familial, nationalité, 10 ans de présence...). Des réponses étaient apportées par les personnes reçues et complétées par des membres de l'équipe. En effet, ce qui nous semblait important, c'était toujours de partir de leurs acquis et des connaissances qu'elles ont déjà. Mais nous restions très orientés sur le juridique.

C'est vers 2009-2010, que nous nous sommes tournés vers un autre type de débats favorisant la sortie de l'individualisme pour une réflexion plus politique et sociétale.

1. Organisation pratique

Chaque lundi, des personnes de l'équipe sont chargées spécifiquement de ce temps collectif : inscription des personnes accueillies, animation, prise de notes, clarification de certains points juridiques ou d'histoire de La Cimade...

- Thèmes abordés :

- a) présentation de La Cimade, en partant de ce que les personnes en connaissent : *« La Cimade, ce sont des combattants pour l'égalité des droits ; La Cimade, je la connais depuis 20 ans, aujourd'hui j'accompagne mon voisin ; il y a la chaleur humaine en plus, je leur fais confiance ; elle aide les gens sans papiers ; elle mène une action pour faire changer les lois ; elle est présente dans les centres de rétention pour aider aux recours ; ils rassurent, ils soutiennent, j'ai rencontré La Cimade à Bordeaux, ils sont bien informés ».*

Les migrants donnent donc ainsi la dimension de l'histoire *« il y a 20 ans »*, la dimension nationale *« à Bordeaux »*, sa dimension politique *« changer les lois »*, la dimension de solidarité, de fraternité *« la chaleur en plus »*.

- b) Sujets débattus :

Utilisation de supports : affiches de La Cimade, de RESF, poèmes, rapport de La Cimade sur les migrants au Maroc, brochure de La Cimade sur les préjugés, documents distribués lors des « Cercles de silence », articles de journaux... ou d'événements : expulsion des Roms, noyade d'un jeune Guinéen, naufrages de Comoriens... Quelques exemples de prises de paroles :

- sur la régularisation des sans-papiers aux USA : *« les lois sont contradictoires, on parle de mondialisation et on met des barrières. Le monde est fou, on peut y remédier par la solidarité. Je viens de l'Equateur, je pense que l'immigration en France est différente de celle des USA, mais quand on n'est plus dans son pays, les critères commencent dès que vous décidez de partir et ces critères se retrouvent dès qu'on veut être régularisé »*

- sur « l'accueil » en préfecture : *« c'est toujours la galère là-bas, qu'il pleuve ou qu'il neige, on est toujours dehors toute la nuit, c'est inhumain, pourtant la France est le pays des Droits de l'Homme ».*

- sur les préjugés : « tout est dit dans ce qui est écrit, à cause des préjugés, on est exclu d'emblée, tout est fait pour créer des discordes, même après la guerre, on disait qu'ils viennent manger le pain des Français, la fermeture des frontières a provoqué l'exclusion, la clandestinité ».

- sur les événements en Tunisie : « en Tunisie, c'est toujours le bordel, c'est une révolution, comme celle qu'il y a eu en France, pour lever une dictature. On est tous les mêmes, on reste 9 mois dans le ventre de notre mère, la liberté se prépare doucement. En Algérie, c'est la paix, on a déjà fait la révolution. Non, ce n'est pas la paix, c'est un pays qui se cherche. La démocratie, c'est très long à mettre en place. La démocratie, ça ne se gagne pas en un clin d'œil, en France, il a fallu des siècles. Inch Allah, que le printemps arabe, débouche sur quelque chose de beau ».

- à partir d'un poème écrit par des enfants d'une école multiculturelle de Moselle : « Migrer » : « de toutes façons, on a une douleur de séparation en quittant son pays, sa famille, ses amis, ses voisins ; derrière nous on laisse des vies brisées. Jamais, je n'aurais imaginé que les enfants ressentent les choses aussi fortement, et pourtant, on essaye de leur cacher au maximum nos difficultés. On n'a pas d'espoir, on laisse tout pour une vie meilleure, même en risquant la mort, c'est difficile ; depuis la création du monde, les gens ont toujours migré, on ne pourra jamais l'empêcher ; on rêve, même si cela implique beaucoup de sacrifices et de risques ».

- sur les naufrages entre les Comores et Mayotte : après l'évocation du drame (15 disparus en mer), un Comorien montre aux autres où se situent les Comores et dit : « c'est quatre îles mais il faut un visa pour aller à celle qui est française. S'il n'y avait pas de visa, il n'y aurait pas autant de morts. On est des frères et on nous sépare. Là où je suis né, je vois les lumières de Mayotte mais des bateaux nous empêchent de passer, pourquoi cela ? C'est une longue histoire qu'on ne comprend pas. C'est à cause de la France, pourtant le référendum n'a pas été reconnu par l'ONU.

L'Afrique, ce sont des anciens pays français, on a subi l'esclavage, l'exploitation mais ici, on est rejeté. Notre richesse est pillée par la France, la plupart des ex-colonies ne sont pas vraiment indépendantes. Ces pays ne peuvent faire ce qu'ils veulent, on n'est pas considéré, c'est une sorte d'esclavage qui continue. Si un gouvernement s'oppose, la France le fait sortir et met quelqu'un à sa place. On dit qu'on est indépendant, mais on ne l'est pas, c'est la France qui les maintient. Mais il faut dire que quand les gouvernants ont le pouvoir, ils ne pensent pas à leurs compatriotes et c'est pour cela qu'on doit partir. Mais si tu es ici, tu souffres car la famille est là-bas.

C'est un vrai cours de géopolitique que vous venez de nous donner ; c'est très intéressant, je viens d'ailleurs, je suis roumaine et je me rends compte que mon destin a été plus facile ».

- après la lecture d'un arrêt de la Cour de Cassation sur les gardes à vue : « si on a le texte on peut répondre aux policiers sans être agressif ; plus il y a de monde au courant, mieux ce sera appliqué. Cette décision est l'espoir que les choses changent, même si c'est long, ça bouge, si on tue l'espoir, il n'y a plus rien ».

- sur l'interview de Manuel Valls dans le Monde : « c'est l'espoir qui fait vivre, mais on va donner les papiers aux bons élèves, pas aux mauvais, c'est contraire à La Cimade, c'est l'immigration choisie. La Cimade défend tout le monde, les couches émergées et les engloutis. Pour toutes les personnes, c'est injuste d'être enfermé parce qu'on n'a pas de papiers. Quand on change les lois, il est où le peuple, pourquoi on ne l'entend pas ? »

- à partir de l'affiche « il n'y a pas d'étrangers sur cette terre » : « c'est la liberté de vivre, de résider où on veut, il n'y a qu'une seule terre ; tout le monde est pareil sur cette terre, il faut qu'on soit solidaire, on est venu pour travailler, avancer, s'intégrer, il n'y a pas de Jacques ou Fatima, l'Etat pense qu'on est venu pour profiter, nous on participe avec notre énergie dans le progrès du pays. C'est injuste ».

En conclusion : Ces débats permettent de voir comment les migrants eux-mêmes apportent des éléments d'analyse pour passer d'une dimension individuelle de l'exil à une dimension collective, de prendre conscience que l'acte posé a des répercussions non seulement individuelles ou familiales mais aussi politiques, tant pour les pays de départ que pour les pays d'accueil. Des éléments de

compréhension sont apportés, en particulier la dimension historique et internationale de l'immigration.

- Implication pour l'équipe de cet accueil collectif :

- Affirmer le choix de nos solidarités et d'une parole à égalité
- choix d'un thème pouvant être abordé, avec support éventuel tout en sachant que le débat portera peut-être sur d'autres propositions émanant du groupe.
- Nécessité d'une présence de plusieurs personnes de l'équipe
- Nécessité que le sens de notre démarche soit clair pour chacun, pour pouvoir l'expliquer au groupe.
- Être attentif aux participants pour voir si certains ne peuvent supporter l'attente (malades, femmes avec enfants...)
- Rester toujours à l'écoute, leur laisser la parole, savoir se taire pour les écouter, laisser les personnes s'interpeller entre elles, se questionner, sans vouloir toujours intervenir.
- Accepter les paroles dérangeantes et les points de vue divergents.
- Capacité de prendre en note les paroles prononcées, d'en faire retour au groupe, et de les taper pour que l'équipe les garde en mémoire, ce qui nous a aidés à construire l'intervention d'aujourd'hui. Mais ces paroles ont aussi été retransmises dans diverses occasions : cercles de silence, 4 pages pour le Forum social, appel à dons régional...
- Disponibilité : l'équipe, dans sa totalité, se retrouve systématiquement après la permanence, et partage tant le climat dans la salle d'attente que les situations individuelles. Moment d'auto-formation.
- L'expérience de ce temps collectif a fait tomber les craintes concernant la confidentialité : les personnes savent très bien ce qu'elles veulent dire et, quand parfois des personnes fragiles vont trop loin dans leur histoire personnelle, l'équipe renvoie à l'accueil individuel.

- Implication pour les personnes accueillies :

- surprise face à cette forme d'accueil collectif et convivial
- attente, ne pas être reçu dans l'immédiat
- élargissement de leurs préoccupations personnelles
- sortie de l'isolement
- rencontre d'autres nationalités, d'hommes, de femmes, d'étudiants, de travailleurs, de français, d'étrangers en situation régulière ou sans papiers, situation rare dans la vie courante. « *Je me rends compte que d'autres vivent des situations encore plus difficiles que moi* », dit une participante. Ou encore, un jeune algérien s'est insurgé sur le fait que les femmes parlaient trop, ce qui a entraîné de vives réactions pour lui signifier qu'ici il n'était plus au bled !
- souvent les plus récalcitrants disent en partant combien cela leur a fait du bien. Beaucoup nous remercient de cet accueil. Parfois, certains reviennent pour le temps collectif, sans demander à être reçus individuellement.
- des travailleurs sociaux ou des partenaires, accompagnant des étrangers, sont intéressés par ce temps de partage et ne demandent pas à être reçus en priorité.

- Impact sur le climat des permanences :

- groupe paisible tout au long de l'attente et de la permanence, ce qui permet à l'équipe juridique un accueil dans de bonnes conditions.
- Apaisement des tensions du fait des échanges
- Diminution du nombre de personnes à recevoir individuellement : l'équipe d'accueil répond directement à certaines questions, réoriente vers d'autres structures plus proches des domiciles, remplit certains documents...

- Modifications dans la vie des migrants et dans nos vies :

- Deux témoignages nous paraissent significatifs de ce que peuvent transformer ces rencontres :
- Houria : « *je suis sans papiers, j'ai entendu parler de La Cimade, je ne la connaissais pas, je suis venue ici, j'ai entendu parler du groupe « Confiance », je ne parlais pas, je ne bougeais pas, ils m'ont posé des questions, j'ai rien dit, ils m'ont donné un rendez-vous, je suis venue. J'ai senti que j'étais chez moi, j'ai oublié que j'étais sans-papiers, je suis rentrée chez moi, ça m'a permis de survivre. J'étais jusque là une*

femme invisible. Ici je suis en confiance. Depuis la rencontre avec La Cimade, je marche, je n'ai plus peur, je suis fière d'être en France, je suis sortie de ma coquille ».

- Léa, jeune bénévole qui a partagé des temps collectifs : *« cette rencontre avec vous cette année fut un immense plaisir et une grande richesse pour moi. Je ne pensais pas trouver un groupe comme celui-ci où la convivialité prend tout son sens, où on a envie de prendre soin de l'autre et de soi. Ce lieu m'a permis d'avancer et d'être en meilleure cohérence avec moi-même sur la question des migrations et la fameuse question qui m'a amenée jusqu'à vous : pourquoi moi puis-je voyager où je veux si facilement et pourquoi l'inverse n'est-il pas possible ? Et la question qu'elle sous-tend : comment lutter contre une injustice quand elle nous est favorable ? Ma simple présence à ces moments me tenait à cœur et a été le moyen de dire NON, je ne suis pas d'accord avec cette politique des frontières qui ne passe qu'à sens unique, avec la hiérarchisation des nationalités, OUI, je crois en l'humain, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne ».*

- Création d'autres modes de rencontres :

- groupe « confiance » : plusieurs personnes ayant exprimé leur intérêt pour ces temps de réflexion collective, ont souhaité les poursuivre. Un temps leur a été proposé une fois par mois, à partir d'octobre 2011 et, dès la première réunion, une participante a proposé de nommer ce groupe « confiance », car *« ici, on peut parler librement, c'est un groupe qui se donne confiance et se soutient »*. Il réunit des migrants et réfugiés, avec ou sans papiers, accueillis dans différentes permanences et des personnes solidaires. Nous sommes entre 10 et 30 personnes. Depuis avril 2014, le rythme est passé à une réunion par semaine, tous les jeudis à 16h.

Les objectifs qui se sont peu à peu dégagés : *« On ne vient pas au groupe « Confiance » pour régler sa situation administrative, on vient pour lutter ensemble pour que ça change : dans nos relations personnelles, dans nos familles, dans nos communautés, dans le travail, pour un bien vivre ensemble, dans nos pays ici et là-bas »*. Les participants ont envoyé des courriers aux candidats aux élections, manifesté leur solidarité avec les migrants au Maroc, par un courrier...

- Cinémade : quelques militants de La Cimade ont proposé parallèlement, à partir de septembre 2012, un ciné-club, une fois par mois, un samedi après-midi, « un interlude ouvert et magique où les différences deviennent richesses au-delà de la souffrance de l'exil.

Cinémade associe des militants de La Cimade et de « nobles ambassadeurs de l'ailleurs » dans son équipe d'animation et de mise en œuvre, notamment pour le choix des films qui est fait collectivement : documentaires, fictions, créations originales, animation...

- Des migrants de ces groupes ont participé à des manifestations comme les cercles de silence, le 1^{er} mai, la journée du réfugié, le forum social méditerranéen...

Conclusion :

Pour La Cimade, ces actions permettent de s'ouvrir à d'autres militants, d'autres compétences, d'autres manières d'agir, et peut-être, à l'avenir, de développer notre mouvement avec les migrants. Déjà, plusieurs ont souhaité adhérer.

Ce défi, que nous nous étions lancés, nous semble important à poursuivre. Nous ne savions pas au départ où cela allait nous mener. Nous nous sommes laissés guider par nos convictions communes et nos échanges. Cela nous a fait découvrir ensemble une volonté de lutter et vivre ensemble. Notre société ne se transformera pas les uns sans les autres. Mener des actions ensemble nous fait prendre des risques à chacun mais, comme dit Ba, *« Pourquoi voulez-vous qu'on ait peur, le risque on l'a pris quand on a traversé le fleuve »*.